



ALAN GAMLEN
MARIE MCAULIFFE
S. IRUDAYA RAJAN

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Photo de couverture : Des dizaines de milliers de mesures de restriction de la mobilité liées à la COVID-19 ont paralysé les voyages transfrontaliers. © OIM 2022

Citation requise : Gamlen, A., M. McAuliffe et S. Irudaya Rajan (2024). Un rebond après la pandémie? Migration et mobilité dans le monde après la COVID-19. In : Rapport *État de la migration dans le monde 2024* (M. McAuliffe et L.A. Ochoa, dir. publ). Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève.

ISBN 978-92-9268-872-1 (PDF)

© OIM 2024



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la licence [Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 Organisations internationales](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) (CC BY-NC-ND 3.0 IGO)*.

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

9

UN REBOND APRÈS LA PANDÉMIE? MIGRATION ET MOBILITÉ DANS LE MONDE APRÈS LA COVID-19¹

Introduction

On ne saurait exagérer l'impact de la COVID-19 sur les populations humaines. La pandémie a été responsable de 12 % de la mortalité dans le monde pendant la période 2020/2021². L'augmentation de la mortalité en 2020 a été la plus forte depuis la Seconde Guerre mondiale en Europe occidentale, et depuis l'éclatement de l'Union soviétique en Europe orientale³. Les vaccins contre la COVID-19 ont permis d'éviter quelque 19,8 millions de décès supplémentaires⁴. Malgré cela, la COVID-19 a modifié l'espérance de vie globale dans de nombreux pays : l'espérance de vie à la naissance a diminué de 2,2 ans chez les hommes aux États-Unis d'Amérique et de 1,7 an en Lituanie, et des baisses comparables ont été enregistrées dans 11 pays pour les hommes et 8 pays pour les femmes⁵. Même si le pic de la pandémie est déjà passé dans la plupart des endroits, des vagues successives de nouveaux variants continuent de perturber la vie quotidienne (voir la figure 1 et l'appendice A).

Le présent chapitre, qui porte sur les effets transformateurs de la pandémie de COVID-19 sur la migration et la mobilité dans le monde, fait le point de l'évolution de la situation depuis la parution de la précédente édition du Rapport *État de la migration dans le monde*⁶ et, en particulier, de son chapitre consacré à la pandémie. Les questions suivantes y sont posées : comment les mesures de restriction des voyages et de la circulation ont-elles évolué depuis le dernier rapport? Comment les schémas de migration et de mobilité ont-ils évolué au cours de cette même période? À long terme, quelles sont les principales conséquences de ces tendances? Le présent chapitre révèle que la migration et la mobilité humaines ont nettement rebondi après avoir atteint leur point le plus bas pendant la pandémie, à la mi-2020. Néanmoins, leurs niveaux demeurent inférieurs à ceux enregistrés en 2019 dans la majeure partie du monde. Cette contraction prolongée, conjuguée à une variation plus forte des niveaux globaux de la migration et de la mobilité au cours de la pandémie de COVID-19, a eu des effets transformateurs.

¹ Alan Gamlen, Professeur à l'Université nationale australienne; Marie McAuliffe, Chef de la Division de la recherche sur la migration et des publications de l'OIM; S. Irudaya Rajan, Président de l'International Institute of Migration and Development.

² IIDD, 2022. En outre, au cours de la période 2020/2021, quelque 15 millions de décès excédentaires ont été signalés dans le monde (*ibid.*). D'après une estimation réalisée à l'aide d'un modèle d'apprentissage automatique portant sur 223 pays et régions, la surmortalité serait de deux à quatre fois supérieure au nombre déclaré de décès confirmés dus à la COVID-19 (*The Economist*, s.d.).

³ Aburto *et al.*, 2022.

⁴ Watson *et al.*, 2022.

⁵ Aburto *et al.*, 2022.

⁶ Voir McAuliffe *et al.*, 2021a, pour une analyse des 12 premiers mois de la pandémie de COVID-19.

Figure 1. Les vastes répercussions de la COVID-19 : quelques exemples

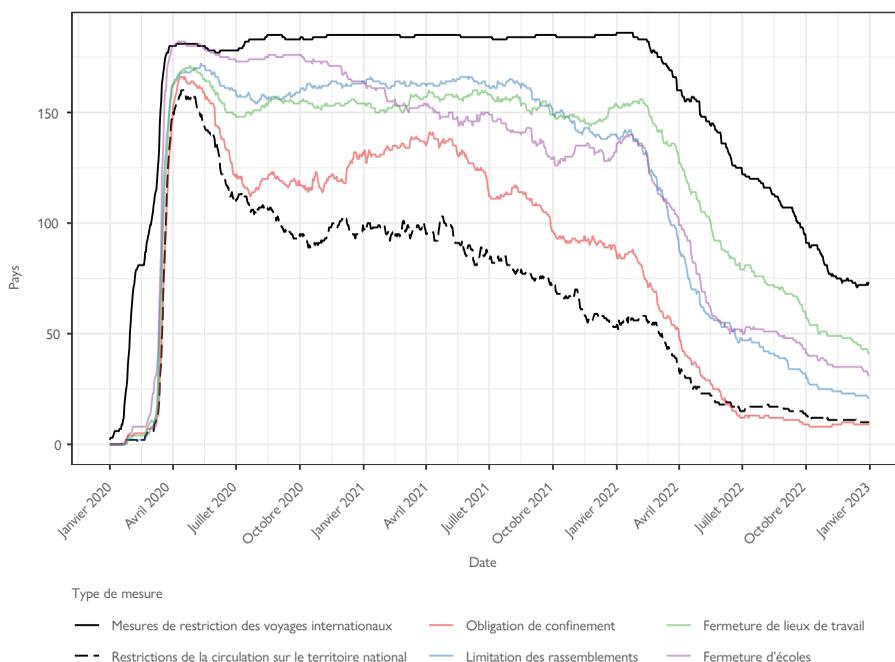


Source : Pour de plus amples informations, voir l'appendice A.

Le labyrinthe des restrictions de voyage

L'une des premières et des principales mesures que les États ont prises face à la COVID-19 a été de restreindre les voyages, aussi bien à l'intérieur des pays qu'au niveau international. Les mesures de restriction des voyages internationaux ont été appliquées très rapidement et à grande échelle et sont restées en place bien au-delà de la phase aiguë de la pandémie dans de nombreux endroits, dans une mesure bien plus grande que d'autres restrictions liées à la COVID-19 (figure 2)⁷. Alors qu'au 1^{er} janvier 2020, presque aucun État n'appliquait des mesures de restriction des voyages internationaux, presque tous les États y avaient recours au 1^{er} avril 2020. Les mesures de fermeture des frontières ont été maintenues à ce niveau pendant près de trois ans, jusqu'en janvier 2023. En comparaison, d'autres mesures de lutte contre la pandémie – notamment les restrictions à la mobilité interne, la fermeture d'écoles et de lieux de travail, les ordres de confinement et la limitation des rassemblements – ont non seulement été moins répandues, mais elles ont aussi duré moins longtemps.

Figure 2. Nombre de pays ayant pris différents types de mesures pour réduire au minimum la transmission de la COVID-19, de janvier 2020 à janvier 2023



Source : Hale et al., 2023.

Note : Données au 1^{er} janvier 2023. L'expression « international travel controls » (mesures de restriction des voyages internationaux) est utilisée par l'Université d'Oxford et désigne notamment les mesures de dépistage à l'arrivée, la mise en quarantaine des arrivants, l'interdiction des arrivées ou la fermeture totale des frontières. Il importe également de noter que ces catégories concernent uniquement la COVID-19 et ne tiennent pas compte des autres restrictions de voyage qui pouvaient déjà être en place, telles que les restrictions relatives aux visas, les interdictions d'entrée ciblant certains citoyens et les mesures de restriction concernant le départ ou la sortie.

⁷ L'ensemble de données « COVID-19 Government Response Tracker » de l'Université d'Oxford recense les mesures adoptées entre janvier 2020 et fin décembre 2022.

Les mesures de riposte à la COVID-19 ont considérablement varié d'une région à l'autre, en particulier les restrictions de voyage (voir l'appendice B). C'est en Asie que les restrictions de tout type sont longtemps restées les plus répandues (pendant les deux premières années de la pandémie), tandis qu'en Afrique, tous les types de restriction ont reculé progressivement, exception faite des mesures de restriction des voyages internationaux. Les tendances en Europe diffèrent nettement de celles observées ailleurs. En effet, les mesures de restriction des voyages internationaux et des voyages intérieurs ont été assouplies pendant les vacances d'été à la mi-2020 et à la mi-2021, et une forte baisse des restrictions de tout type a été enregistrée à partir de mai 2022. Dans l'ensemble, néanmoins, la situation est similaire dans toutes les régions du monde : plus de trois ans après le début de la pandémie, les restrictions de la mobilité liées à la COVID-19 sont bien plus nombreuses qu'en décembre 2019, et dans certaines régions du monde, les voyages internationaux continuent de faire l'objet de mesures de restriction strictes. Par exemple, au 1er janvier 2023, plus de 30 États africains continuaient d'appliquer des mesures de restriction des voyages internationaux qui n'existaient pas avant la pandémie.

L'imposition de mesures de restriction des voyages internationaux au début de la phase aiguë de la pandémie a mis en évidence la gestion de plus en plus « sécuritaire » des migrations par les États, qui se fait parfois au détriment des droits humains et du principe de proportionnalité des mesures adoptées face aux situations d'urgence nationales⁸. D'après les prévisions de certains analystes, les États pourraient se servir de la pandémie comme prétexte pour saper les droits humains en imposant et en maintenant des mesures extraordinaires allant bien au-delà de ce qui est nécessaire face à l'urgence de santé publique que constitue la pandémie :

L'état d'urgence peut parfois servir de prétexte à des mesures excessives, telles que la détention arbitraire, la censure ou d'autres mesures autoritaires. [...] Il est de plus en plus à craindre que certains gouvernements ne se servent des pouvoirs spéciaux adoptés au titre de la situation d'urgence pour saper les principes démocratiques, faire taire les voix dissidentes et violer les principes de nécessité et de proportionnalité. L'extension des pouvoirs exécutifs et des mesures de répression, qui risque de se poursuivre après la fin de l'état d'urgence dans les pays concernés, est particulièrement problématique⁹.

La situation actuelle confirme ces craintes. Plus de deux ans et demi après que la pandémie mondiale a été déclarée et plus de 20 mois après la distribution des premiers vaccins, plusieurs pays continuaient d'imposer des mesures de restriction des voyages internationaux et de la circulation, en dépit d'une nette réduction des risques pour la santé publique. Des politiques « zéro COVID » continuaient d'être appliquées dans certains endroits, ce qui témoigne, selon certains commentateurs, de la priorité accordée à la restriction des mouvements de la population par rapport au redressement économique et social¹⁰.

⁸ Chetail, 2020 ; McAuliffe, 2020 ; Ponta, 2020.

⁹ Ponta, 2020.

¹⁰ Syailendrawati et al., 2022 ; Lu, 2022.

Migrants en détresse pendant la crise de la COVID-19

L'impact sur les migrants qui se sont trouvés en détresse à cause des restrictions de voyage et qui n'ont pas pu rentrer chez eux ou s'installer ailleurs a été profond dans certains groupes, en particulier les personnes qui se trouvaient déjà dans des situations d'exploitation ou de vulnérabilité avant la pandémie de COVID-19. À la mi-juillet 2020, on estimait à 2,75 millions le nombre de migrants internationaux en détresse dans le monde, dont la majorité se trouvaient dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (et plus particulièrement dans les pays du Golfe)¹¹.

Parmi les effets immédiats, on peut citer les pertes d'emploi dues aux confinements et à d'autres mesures prises face à la pandémie (notamment dans les pays dépourvus de systèmes de protection sociale adéquats); le fait de basculer dans une situation irrégulière et de risquer la détention ou la déportation; les conséquences sanitaires majeures, telles que l'augmentation du risque d'être infecté par le virus responsable de la COVID-19 et de contracter cette maladie; de graves perturbations familiales. Bien souvent, les conséquences de ces effets dépendaient manifestement du genre de la personne, ce qui s'explique par exemple par les différences structurelles qui sous-tendent les marchés du travail et l'inégalité des rapports de force entre les genres, qui est liée à des questions temporelles et géographiques. Par exemple, les travailleurs domestiques migrants ont été particulièrement touchés. Or, les femmes constituent encore la majorité de cette main-d'œuvre, qui emprunte certains couloirs de migration depuis plusieurs décennies¹². Dans l'encadré ci-dessous, une travailleuse domestique migrante raconte la situation qu'elle a vécue lorsqu'elle s'est trouvée en détresse pendant l'épidémie de COVID-19.

L'une des conclusions les plus importantes et les plus récurrentes des recherches sur les migrations dans le monde est que la charge globale que représentent les soins à assurer par les migrants varie considérablement en fonction de leur genre, de même que l'impact sur la santé mentale et physique qui en découle¹³. Peu de travaux ont considéré les migrants en détresse comme une cohorte distincte, mais la pression supplémentaire associée au fait d'être en détresse – et souvent sans soutien – a incité des groupes de femmes, à lancer des interventions axées sur les questions de genre dans différents endroits du monde. En Inde, par exemple, des groupes de femmes ont réagi spontanément en créant des cuisines communautaires bénévoles qui fournissaient des repas gratuits aux migrants en détresse et dont certaines sont restées en service pendant près de cinq mois¹⁴.

Les effets générés indirects, mais néanmoins profonds, des mesures de lutte contre la COVID-19 sur la sécurité et le bien-être risquent de continuer de se faire sentir dans les générations à venir. Dans certaines municipalités indiennes, par exemple, les autorités chargées de la protection de l'enfance ont signalé que la pandémie avait fait augmenter le nombre de mariages d'enfants (chez les filles), ce qui s'explique par la perturbation de l'éducation, les chocs économiques subis par les ménages, la dépendance accrue à l'égard des paiements effectués au titre du mariage, la perturbation des services et des programmes assurés par les autorités locales et l'augmentation de la mortalité des personnes ayant la charge d'un enfant¹⁵.

¹¹ OIM, 2020.

¹² Voir, par exemple, BAD et ONU Femmes, 2022; Almasri, 2022; Power, 2020.

¹³ BAD et ONU Femmes, 2022.

¹⁴ Kolet *et al.*, 2021.

¹⁵ Thangaperumal *et al.*, 2022.

Le récit d'une migrante prise au piège pendant la pandémie de COVID-19

En janvier [2020], juste avant que la Thaïlande ne signale son premier cas d'infection au nouveau coronavirus, Htoo Gay War a quitté son emploi de travailleuse domestique, car la personne qui l'employait refusait de lui accorder un jour de congé par semaine. Trois mois plus tard, cette jeune femme enceinte de 30 ans, originaire du Myanmar, n'avait pas réussi à trouver un nouvel emploi, car la Thaïlande avait déclaré l'état d'urgence et fait fermer les centres commerciaux, les établissements scolaires et les bars afin d'enrayer la propagation du virus, qui avait infecté quelque 3 000 personnes.

«Je veux rentrer chez moi pour être auprès de mes parents. Au moins, ils pourront prendre soin de moi pendant que je suis au chômage et que je n'ai pas d'argent», a-t-elle expliqué alors qu'elle se trouvait dans la province centrale de Pathum Thani.

«Mais je ne peux plus rentrer, car les frontières sont fermées», a-t-elle poursuivi, avant d'ajouter que le salaire de son mari, qui s'élevait à 8 000 bahts (247 dollars É.-U.) par mois, permettait tout juste à sa famille de subsister.

La Thaïlande compte quelque 2,8 millions de travailleurs migrants enregistrés, pour la plupart originaires du Myanmar, du Cambodge et de la République démocratique populaire lao, selon les statistiques publiques officielles. Pourtant, les Nations Unies estiment que 2 millions de personnes supplémentaires travailleraient de manière informelle dans l'ensemble du pays.

Selon le Migrant Working Group, un réseau d'organisations non gouvernementales défendant les droits des migrants, au moins un demi-million de travailleurs migrants en Thaïlande se sont retrouvés au chômage en raison de la crise du coronavirus.

Source : Extrait abrégé de Wongsamuth, 2020.

La reprise de la circulation

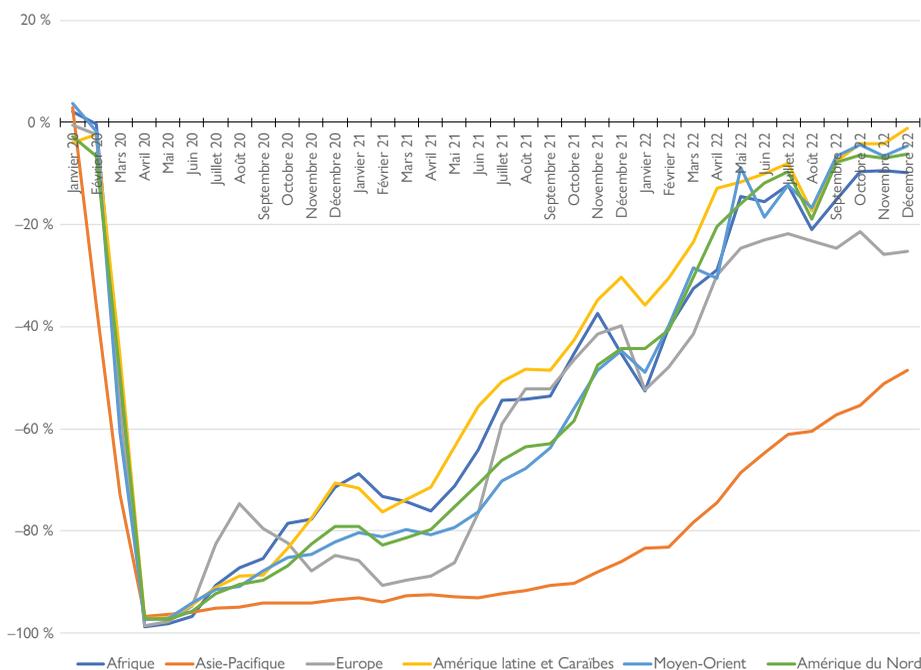
Toutes les formes de mobilité ont été fortement perturbées par les restrictions évoquées plus haut, qu'il s'agisse des vols intérieurs ou internationaux ou encore de la fréquentation des lieux de travail et des commerces au sein des communautés locales. Toutes ont connu un rebond marqué depuis, mais à des rythmes très différents selon les pays et les formes de mobilité. En décembre 2022, toutes les formes de transport aérien avaient enregistré une nette reprise, mais restaient bien en deçà des niveaux de 2019¹⁶. Le nombre de passagers des vols internationaux demeurait inférieur de 1 à 49 % aux chiffres enregistrés avant la pandémie, tandis que celui des passagers des vols intérieurs restait inférieur de 9 à 42 % dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Amérique du Nord, où il avait augmenté de 6 % par rapport à 2019. La mobilité au sein des communautés locales – c'est-à-dire la fréquentation des stations de transport en commun, des lieux de travail, des pharmacies, des magasins d'alimentation, des commerces et des lieux de loisirs – a rebondi plus vigoureusement que le transport aérien, mais varie nettement d'un pays à l'autre. En général, la mobilité au sein des communautés a repris beaucoup plus rapidement dans les pays moins développés, et de façon plus modérée dans les pays plus développés.

¹⁶ OACI, 2022. Le cas échéant, il est fait référence aux régions géographiques telles que définies par l'OACI. Voir les notes sous les figures 4 et 5.

Transport aérien

Le nombre de passagers aériens a augmenté rapidement depuis le début de l'année 2020, lorsque le monde était paralysé par les mesures de confinement. Toutefois, de nombreuses compagnies aériennes peinaient encore à se relever à la fin de 2022. Le nombre de passagers sur les vols internationaux restait inférieur aux chiffres enregistrés en 2019 dans toutes les régions du monde. Cet écart était de 10 % en Afrique et de 25 % en Europe. L'une des raisons à cela est que les personnes qui souhaiteraient voyager ou migrer demeurent confrontées à des environnements réglementaires plus complexes et plus risqués qu'en 2019 : par exemple, le traitement des demandes de visa a pris du retard, une fermeture soudaine des frontières est possible, les capacités de transport aérien sont réduites et les prix sont extrêmement élevés. Il est souvent plus judicieux de reporter les projets de voyage. En Asie et dans le Pacifique, ces facteurs sont aggravés par la grande distance qui sépare les frontières internationales, dans une région caractérisée par de vastes territoires nationaux et des archipels très dispersés. Dans cette région, le nombre de passagers sur les vols internationaux demeure inférieur de 49 % à celui enregistré en 2019, ce qui représente une baisse bien plus importante que dans toute autre région du monde.

Figure 3. Nombre de passagers sur les vols internationaux par rapport à 2019, par région



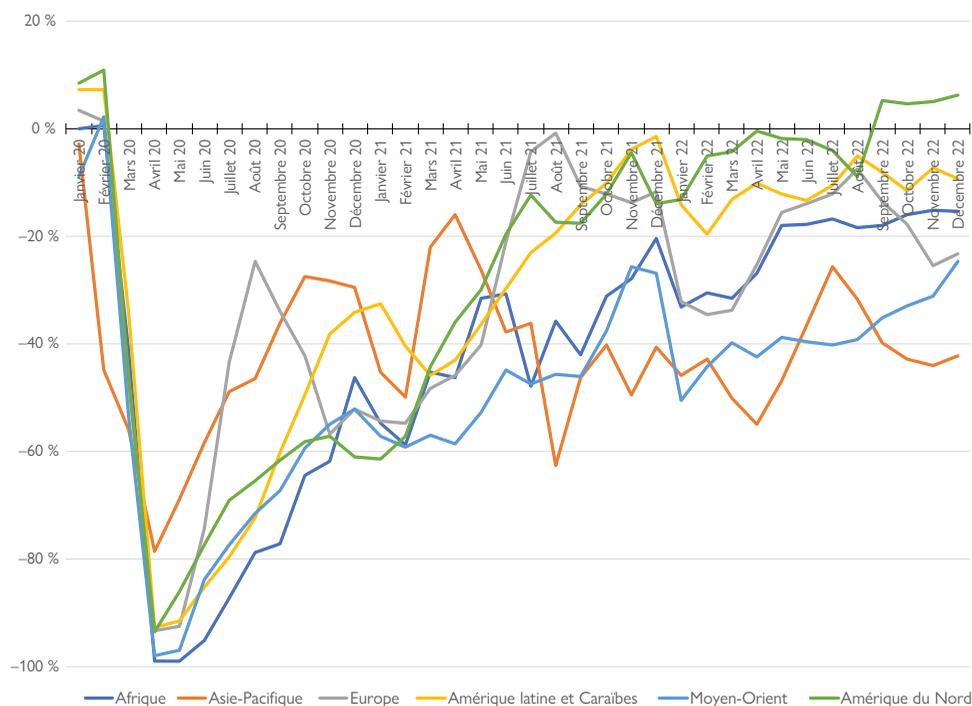
Source : OACI, 2022¹⁷.

Note : L'utilisation dans cette figure des régions géographiques définies par l'OACI n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM. Pour plus d'informations, voir OACI (2022).

¹⁷ OACI, 2022 : «La ventilation régionale se fonde sur les six (6) régions statistiques de l'OACI (Doc. 9060). Les mêmes indicateurs d'impact clés sont présentés sur quatre (4) trajectoires associées à deux (2) scénarios et comparés avec le scénario de référence, les niveaux enregistrés en 2019 et en 2020-2021 (vols internationaux et intérieurs), ainsi que par mois, par trimestre et par an. Pour éviter les doubles comptages, le nombre de passagers « internationaux » au départ de chaque pays et de chaque territoire est agrégé dans chaque région; les recettes brutes d'exploitation découlant du transport de passagers de toutes les compagnies aériennes desservant des routes « internationales » au départ de chaque pays et de chaque territoire sont agrégées au niveau régional». OACI, 2022, diapositive n° 45 : «Les chiffres et les estimations figurant dans le présent document sont établies sur la base des données opérationnelles et des calendriers les plus récents communiqués par les compagnies aériennes. Ils sont toutefois susceptibles d'évoluer considérablement et seront mis à jour en fonction de l'évolution de la situation et à mesure que de nouvelles informations seront disponibles».

La reprise du nombre de passagers sur les vols intérieurs est plus inégale. Dans certains cas, la mobilité internationale a été remplacée par la mobilité intérieure. Le nombre de passagers sur les vols intérieurs est reparti à la hausse pour atteindre un niveau supérieur de 6 % à celui enregistré en 2019 en Amérique du Nord, mais il reste bien plus faible qu'avant la pandémie en Amérique latine et dans les Caraïbes (-9 %), en Afrique (-15 %) et en Europe (-23 %). Le nombre de passagers sur les vols intérieurs est inférieur d'un quart au niveau enregistré en 2019 au Moyen-Orient, où des problèmes politiques et de sécurité complexes dissuadent les personnes de se déplacer entre les villes et les régions de plusieurs grands pays. Le nombre de passagers sur les vols intérieurs demeure inférieur de 42 % au niveau enregistré en 2019 en Asie et dans le Pacifique, où les voyages intérieurs supposent souvent des déplacements entre des îles ou des villes éloignées et isolées.

Figure 4. Nombre de passagers sur les vols intérieurs par rapport à 2019, par région



Source : OACI, 2022.

Note : L'utilisation dans cette figure des régions géographiques définies par l'OACI n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM. Pour plus d'informations, voir OACI (2022).

Il importe de noter que dans certaines parties du monde, les transports terrestres et maritimes occupent une place plus importante que les transports aériens dans la mobilité nationale et internationale. Contrairement au transport aérien, nous ne disposons pas de données globales sur ce secteur qui permettraient d'établir des comparaisons. Des études montrent cependant que l'immobilité due à la pandémie de COVID-19 a eu de lourdes conséquences sur les stratégies de subsistance. L'encadré ci-dessous, par exemple, met en évidence les principales constatations concernant les effets de la COVID-19 sur les commerçants transfrontaliers en Afrique de l'Est et les mesures clés prises face à ces effets.

Effets de la COVID-19 sur le commerce transfrontalier dans la Communauté d'Afrique de l'Est

Les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes représentent environ 74 % des opérateurs commerciaux. On estime que les échanges représentent environ 145,4 millions de dollars É.-U. au Rwanda et à 606,6 millions de dollars É.-U. en Ouganda, pour citer certains États partenaires. On estime également que le commerce transfrontalier assurerait la subsistance d'environ 60 % des résidents de la Communauté d'Afrique de l'Est, d'où son importance. En raison de la pandémie de COVID-19, les restrictions à la circulation transfrontière des marchandises et des personnes aux frontières se sont multipliées, ce qui a eu pour effet de menacer les moyens de subsistance des commerçants et de leurs familles, ainsi que de réduire les recettes des États partenaires.

[...] Le commerce transfrontalier constitue une importante source de revenus pour les communautés transfrontalières et les groupes vulnérables, notamment les femmes et les petits exploitants agricoles. Bon nombre de ces communautés parviennent tout juste à subsister et ont besoin de faire du commerce chaque semaine au-delà de la frontière pour pouvoir acheter les produits essentiels à leur survie. La majorité du commerce transfrontalier informel concerne des produits agricoles périssables, tels que la tomate, le poivron, le manioc, le poisson et les œufs. Les commerçants reçoivent un préavis très court – de seulement quelques jours, dans la plupart des cas – pour se préparer à la fermeture des frontières. Par conséquent, leurs denrées s'avarient et ils subissent de lourdes pertes.

[...]

Renforcer les communautés frontalières communes en tenant compte des procédures visant à faciliter la circulation des personnes, des biens et des services entre les frontières [...] permettra de veiller à ce que les moyens de subsistance des communautés locales ne soient pas perturbés. [...] La CAE doit coopérer pour coordonner et harmoniser les exigences et les réglementations frontalières en matière de lutte contre la COVID-19 afin de réduire les délais, sans compromettre la sécurité du commerce. Le plan d'intervention régional joue un rôle crucial dans la coordination des mesures prises par les États partenaires face à la pandémie. Il facilite le fonctionnement libre et rapide des échanges transfrontaliers. [...] Les institutions financières devraient assouplir les conditions d'accès des femmes au financement. [...] Les autorités nationales devraient mettre en place un fonds pour le redressement après la pandémie ainsi que des programmes ciblant tout particulièrement les femmes ayant une activité commerciale transfrontalière. Cette mesure contribuera à améliorer la situation financière des femmes dont les entreprises ont été touchées par la pandémie.

Source : Extrait abrégé et traduit de EALA, 2021.

Mobilité au sein des communautés

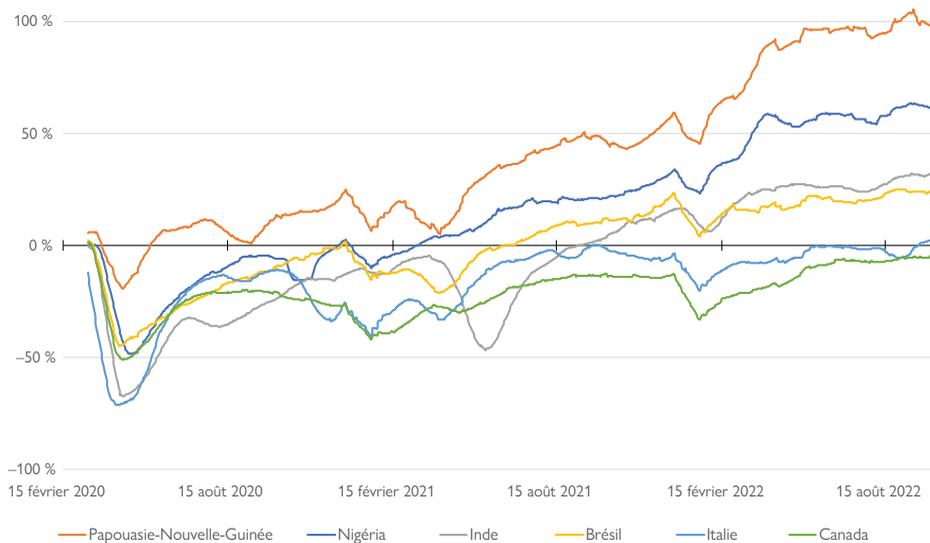
Début 2020, la plupart des êtres humains ont été contraints de mettre un terme à toute forme de mobilité, y compris la « mobilité au sein des communautés », qui désigne la fréquentation (mesurée en nombre de visites) des stations de transport en commun, des lieux de travail, des magasins d'alimentation, des pharmacies, des commerces et des lieux de loisirs¹⁸. Depuis, la mobilité au sein des communautés a repris, à des rythmes différents selon

¹⁸ À l'aide des données que Google a recueillies sur ces catégories de visites, nous avons analysé les tendances de la mobilité au sein des communautés dans six grands pays faisant partie de chacune des régions telles que définies par les Nations Unies, classés ici selon leur indice de développement humain (IDH). Nigéria : Afrique, 211 millions d'habitants, IDH = 0,535. Papouasie-Nouvelle-Guinée : Océanie, 9,8 millions d'habitants, IDH = 0,558. Inde : Asie, 1,4 milliard d'habitants, IDH = 0,633. Brésil : Amérique latine, 214 millions d'habitants, IDH = 0,754. Italie : Europe, 59 millions d'habitants, IDH = 0,895. Canada : Amérique du Nord, 38 millions d'habitants, IDH = 0,936). Les données démographiques sont tirées de DESA, 2022. Les données de l'IDH proviennent de PNUD, 2022.

les endroits. Dans l'ensemble, en décembre 2022, la reprise était manifestement plus rapide dans les pays moins développés que dans les pays plus développés, ce qui peut sembler contre-intuitif.

La mobilité au sein des communautés a rebondi avec une vigueur remarquable dans une grande partie du monde en développement. Au Nigéria, le nombre moyen de visites de tout type a chuté de 48 % en avril 2020, puis a rebondi pour dépasser de 59 % le niveau antérieur à la pandémie pendant la première quinzaine d'octobre 2022. Bien que sa géographie soit différente, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a connu des tendances similaires : ce nombre a d'abord chuté de 19 % en avril 2020, avant de remonter pour atteindre, pendant la première quinzaine d'octobre 2022, environ le double du niveau enregistré avant la pandémie. En Inde, il a chuté de deux tiers en avril 2020, avant de repartir la hausse et de dépasser d'un tiers les chiffres enregistrés avant la pandémie pendant la première quinzaine d'octobre 2022. Cette reprise vigoureuse pourrait s'expliquer par le fait que de nombreux pays en développement dépendent fortement des industries primaires, qui nécessitent le déplacement d'objets physiques; par conséquent, la résorption des retards dus à la pandémie peut se traduire par des pics de mobilité temporaires. Selon une thèse plus hypothétique, mais intéressante, la forte reprise de la mobilité au sein des communautés pourrait s'expliquer par une certaine transformation structurelle, qui serait peut-être liée à des mouvements de population massifs depuis les zones urbaines vers les zones rurales, lesquels pourraient entraîner des changements à plus long terme dans les relations entre les villes et leur arrière-pays.

Figure 5. Évolution de la mobilité au sein des communautés depuis la période précédant la pandémie dans certains pays



Source : Google, 2022.

Note : Ce graphique montre l'écart moyen, en pourcentage (par rapport à la période précédant la pandémie), du nombre de visites effectuées dans les pharmacies, les magasins d'alimentation, les commerces, les lieux de loisirs, les lieux de travail et les stations de transport en commun. Chaque courbe correspond à des moyennes mobiles sur 28 jours. Pour de plus amples informations au sujet des données sur la mobilité recueillies par Google, voir Google, 2022.

La reprise de la mobilité au sein des communautés a été beaucoup plus modérée dans les pays plus développés. En Italie, au début du mois d'octobre 2022, la plupart des formes de mobilité au sein des communautés restaient inférieures en moyenne de 1 à 8 % par rapport aux niveaux de référence antérieurs à la pandémie, exception faite de la fréquentation des magasins d'alimentation et des pharmacies, qui avait augmenté pour atteindre une moyenne bimensuelle supérieure de 19 % aux niveaux antérieurs à la pandémie. Au Canada, la fréquentation des commerces et des lieux de loisirs, des magasins d'alimentation et des pharmacies a repris, mais ne s'établit que légèrement au dessus des niveaux antérieurs à la pandémie. Il est intéressant de noter que la fréquentation des stations de transport en commun demeurait inférieure de 21 % à son niveau d'avant la pandémie pendant la première quinzaine d'octobre 2022. Sur cette même période, la fréquentation des lieux de travail restait inférieure de 17 % en moyenne aux niveaux antérieurs à la pandémie. Ces deux derniers chiffres, en particulier, témoignent probablement d'une évolution structurelle vers le télétravail dans les pays développés (voir la question de la contre-urbanisation examinée dans la section suivante).

Le Brésil est un cas intéressant, car il présente à la fois des caractéristiques de pays en développement et des caractéristiques de pays développés. Dans ce cas précis, la mobilité «essentielle» a connu une reprise vigoureuse : par rapport aux niveaux de référence enregistrés avant la pandémie, la fréquentation des lieux de travail avait augmenté de 58 % en moyenne à la première quinzaine d'octobre 2022. La fréquentation des pharmacies et des magasins d'alimentation avait augmenté de 26 % en moyenne, au même moment, ce qui se rapprochait des tendances observées dans les pays moins développés. Toutefois, la mobilité «non essentielle» venait tout juste de retrouver un niveau équivalent à celui de 2019, une tendance également observée dans les pays plus développés. Au début du mois d'octobre 2022, la fréquentation des stations de transport en commun avait augmenté en moyenne de 4 % par rapport aux niveaux de référence enregistrés avant la pandémie, tandis que la fréquentation des commerces et des lieux de loisirs avait augmenté de tout juste 7 %.

Outre certaines perturbations temporaires, la pandémie a induit des changements structurels dans la façon dont les personnes circulent au sein de leurs communautés. Dans les six pays examinés, les visites «essentielles» dans les magasins d'alimentation et les pharmacies ont enregistré la reprise la plus forte. En revanche, pour d'autres formes de mobilité au sein des communautés, des différences marquées existent entre les pays développés et les pays en développement. Dans les pays moins développés, le relèvement après la pandémie est plus susceptible de passer par la mobilité, alors que dans les pays plus développés, la mobilité au sein des communautés a diminué, en partie parce que le télétravail y est rendu possible par les types d'activités professionnelles exercées et par les infrastructures de technologies de l'information et de la communication (TIC).

Transformations à la suite de la pandémie

L'état dans lequel la COVID-19 enfermait nos vies s'est desserré et un retour à la «normalité» a été observé dans le fonctionnement quotidien de la plupart des institutions socioéconomiques et culturelles, qui a repris comme avant. Toutefois, la pandémie a entraîné des transformations sociales visibles (aussi bien temporaires que structurelles), dont l'effet domino peut être observé dans toutes les régions. Par exemple, les décisions prises par différents pays développés et sociétés pharmaceutiques pour préserver leurs intérêts ont eu des répercussions en chaîne importantes sur les pays en développement, qui ont débouché sur une pénurie de vaccins et une distribution inégale des produits et des services de soins de santé, de façon à faire baisser la qualité des soins de santé en général.

et à entraver le relèvement des pays touchés¹⁹. La pandémie a également fait évoluer durablement les modes de consommation dans les pays développés et les pays en développement. Aux États-Unis, par exemple, les commerces et les services, tels que les magasins d'alimentation et les pharmacies, étaient réticents à utiliser les plateformes de commerce électronique. L'adoption de ces plateformes a cependant nettement progressé pendant la pandémie, ce qui a eu pour effet de modifier les schémas de consommation et d'élargir ainsi l'utilisation des plateformes aux achats quotidiens de produits alimentaires. D'après les estimations, les ventes de produits alimentaires en ligne ont représenté quelque 150 milliards de dollars É.-U. en 2020²⁰.

Un autre phénomène important qui a été observé après la pandémie a été une inflation élevée conjuguée à un ralentissement économique mondial. Au deuxième trimestre 2022, la croissance du PIB mondial s'est mise à stagner autour de 3 %, et il était prévu qu'elle continue de ralentir pour s'établir à 2,25 % en 2023²¹. Le facteur clé du ralentissement de la croissance mondiale est le durcissement continu des politiques monétaires dans les principales économies en réponse à l'inflation élevée²². Les incidences de la guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine ont exercé une pression supplémentaire sur les prix, en particulier ceux de l'énergie et des denrées alimentaires. Ces changements ont été influencés ou aggravés par la baisse de la migration. Dans les régions qui sont traditionnellement des régions d'origine de migrants, ils ont entraîné une hausse du chômage et de l'inflation²³, ainsi qu'une intensification du contrôle étatique²⁴. (Pour un exemple d'observations faites au niveau d'un pays, voir l'encadré ci-dessous sur la recherche liée à la COVID-19 en Inde.) Dans les pays de destination plus développés, la baisse de la migration s'est traduite par des taux de chômage historiquement bas, qui ont entraîné de graves pénuries de compétences et de main-d'œuvre, ainsi qu'une pression inflationniste supplémentaire due à l'augmentation des salaires. L'impact des transformations intervenues à la suite de la pandémie dépendra de la longévité de ces effets et de la trajectoire de reprise des différentes régions. Seul l'avenir nous dira comment ces transformations influenceront sur les schémas de migration et de mobilité.

Ambiguïté de la situation après la pandémie en Inde : arguments en faveur d'une approche adaptée à chaque région et de nouvelles méthodes d'analyse

La pandémie a eu de lourdes conséquences pour les travailleurs indiens migrants, qu'ils aient migré à l'intérieur du pays ou à l'étranger. Cela est particulièrement vrai pour les migrants peu qualifiés titulaires de contrats à court terme, les migrants travaillant dans l'économie informelle et les travailleurs dépourvus de documents^a. Les incidences précises de la pandémie ont varié en fonction du type d'emploi et du revenu des travailleurs.

¹⁹ Cati, 2022.

²⁰ Walton, 2020.

²¹ OECD, 2022.

²² *Ibid.*

²³ Condon *et al.*, 2022.

²⁴ Barriga *et al.*, 2020.

Comptant environ 18 millions d'Indiens qui vivent à l'étranger, la diaspora indienne est la plus nombreuse au monde^b. L'Inde est également le premier pays destinataire de rapatriements de fonds au monde, un montant total de 87 milliards de dollars É.-U. y ayant été rapatrié en 2021^c. La perte d'emploi, le vol de salaire et l'absence de sécurité sociale pendant la pandémie ont plongé de nombreux migrants indiens

dans des situations de profond endettement et d'insécurité^d. Alors qu'un vent de panique soufflait sur le monde, les migrants de retour ont dû engager d'immenses dépenses pour leurs billets d'avion, leurs tests de dépistage de la COVID-19 et leurs séjours en quarantaine^e. Selon le Ministère des affaires extérieures, plus de 1 385 670 ressortissants indiens ont été rapatriés par le Gouvernement dans les six mois qui ont suivi la déclaration d'un confinement national^f. Bien d'autres migrants internationaux sont rentrés dans leur pays sans l'aide de l'État.

L'ampleur et la rapidité des migrations internes ont également chuté considérablement pendant et après la pandémie, ce qui a entraîné une crise de la mobilité^g. La pandémie a eu un effet retentissant sur les schémas de migration interne de la main-d'œuvre et a transformé le travail dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. La mobilité de la main-d'œuvre ouvrière à destination des villes a diminué de près de 10 %, ce qui a considérablement réduit l'offre de main-d'œuvre dans des secteurs importants^h. Selon les estimations officielles, la migration interne de retour s'établit à 51,6 % chez les hommes et à 11 % chez les femmesⁱ. Bien que les femmes soient plus nombreuses que les hommes à migrer à l'intérieur du pays, un pourcentage disproportionné d'entre elles sont considérées comme des personnes à charge (ce qui exclut l'obtention d'un emploi après la migration). Cela pourrait expliquer l'écart observé entre les hommes et les femmes. On ne dispose pas de données suffisantes pour évaluer correctement les effets de la pandémie sur la migration en Inde. On observe un grave problème d'omission de données sur les minorités de genre, en particulier la communauté transgenre.

Certains plaident pour que l'Inde adapte son approche de la migration de retour à chaque région, étant donné que la pandémie a touché différemment les différents États indiens^j. Au vu des effets immédiats et prolongés de la pandémie, il est nécessaire d'analyser les conditions structurelles, la complexité, les incertitudes et les particularités régionales pour nous aider à repenser le développement et la migration. Afin de comprendre les transformations intervenues à la suite de la pandémie et d'élaborer des mesures politiques efficaces, il faut mener une étude approfondie des retombées démographiques des tendances associées à la pandémie en matière de migration, de mortalité et de fécondité, à l'aide d'une approche inclusive.

^a Srivastava, 2021.

^b DESA, 2021.

^c Banque mondiale, 2021b.

^d Kumar et Akhil, 2021.

^e Gouvernement de l'Inde, 2020.

^f Rajan *et al.*, 2020.

^g Banque mondiale, 2020.

^h Bhattacharyya et Menon, 2021.

ⁱ Mishra, 2022.

^j Dreze, 2020.

Ralentissement de la croissance et rapatriements de fonds : un lourd fardeau pour certains?

D'après les prévisions de la Banque mondiale, les rapatriements de fonds devaient diminuer de 20 % à l'échelle mondiale en avril 2020 sous l'effet de la COVID-19, puis de 14 % en octobre 2020, par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie²⁵. Or, ils n'ont finalement diminué que de 2,4 % au niveau mondial, les sommes envoyées aux pays à revenu faible ou intermédiaire en 2020 ayant représenté au total 540 milliards de dollars É.-U.²⁶, soit 1,6 % de moins seulement qu'en 2019²⁷. En 2021, les rapatriements de fonds ont augmenté de 7,3 % pour atteindre 589 milliards de dollars É.-U.²⁸.

Correction faite des effets de l'activité économique et des mesures liées à la pandémie, il apparaît que les rapatriements de fonds ont augmenté avec les taux d'infection par la COVID-19 dans les pays d'origine des migrants²⁹. En bref, les migrants semblent rapatrier davantage de fonds pour soutenir leurs familles lorsque les cas de COVID-19 augmentent. Ainsi, les rapatriements de fonds ont servi de stabilisateur automatique pour les pays d'origine (en termes de production et de consommation). Ce phénomène va à l'encontre de la prévision de la Banque mondiale selon laquelle la pandémie devait faire baisser les rapatriements de fonds. Il va néanmoins dans le sens des observations à long terme de la Banque selon lesquelles les rapatriements de fonds sont anticycliques : lorsque d'autres indicateurs économiques sont en baisse, les migrants rapatrient davantage de fonds pour aider leurs familles et leurs communautés en difficulté dans leurs pays d'origine. En outre, des études ont constaté une relation à long terme entre les rapatriements de fonds et le PIB réel, une augmentation de 10 % des rapatriements de fonds ayant été associée à une augmentation permanente de 0,66 % du PIB³⁰.

Selon certains analystes, l'augmentation des rapatriements de fonds pourrait également être le signe d'une évolution des modalités d'envoi, les canaux formels ayant été favorisés par les restrictions liées à la pandémie³¹. Les données suggèrent qu'avant la pandémie, une proportion importante des rapatriements de fonds était remise aux familles par des canaux informels (tels que les réseaux *hawala*, *hundi* ou *fei-chien*, ou les transferts en main propre)³². Toutefois, les mesures de confinement, la progression de la numérisation et la réduction des frais d'envoi ont incité les migrants à faire évoluer leurs comportements de façon à recourir davantage aux canaux formels pour effectuer leurs transferts, comme en témoigne l'encadré ci-dessous³³. Une étude examinant les données sur les arrivées d'avions a conclu qu'une baisse du nombre d'arrivées était associée à une augmentation des rapatriements de fonds formels, correction faite des autres facteurs³⁴. En s'appuyant sur des données provenant du Mexique, une autre étude a révélé que les rapatriements de fonds et le nombre d'ouvertures de comptes bancaires ont enregistré des hausses particulièrement marquées dans les municipalités qui dépendaient fortement des canaux informels avant la pandémie³⁵.

²⁵ Banque mondiale, 2020.

²⁶ Les rapatriements de fonds ont augmenté de 6,5 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de 5,2 % pour l'Asie du Sud et de 2,3 % pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

²⁷ Banque mondiale, 2021a.

²⁸ Banque mondiale, 2021b.

²⁹ Kpodar *et al.*, 2021.

³⁰ Francois *et al.*, 2022.

³¹ Kpodar *et al.*, 2021.

³² El Qorchi *et al.*, 2003.

³³ Fernandes *et al.*, 2022.

³⁴ Quayyum *et al.*, 2021.

³⁵ Dinarte *et al.*, 2021.

Les sociétés africaines de transfert de fonds prospèrent grâce à la pandémie, qui stimule les rapatriements de fonds en ligne

Après avoir fui l'implosion économique de son pays natal, le Zimbabwe, Brighton Takawira a pu subvenir aux besoins de sa mère restée dans le pays grâce aux modestes revenus de la petite activité de parfumerie qu'il avait créée en Afrique du Sud.

C'est alors que la pandémie a frappé. Les frontières ont été fermées. Les autocars qu'il avait utilisés jusqu'alors pour rapatrier des fonds en espèces ont cessé de circuler. La pandémie a donné aux sociétés de transfert de fonds un avantage sur leur principal concurrent en Afrique, à savoir les vastes réseaux informels de commerçants, de chauffeurs d'autocar et de voyageurs auxquels de nombreux migrants confient la tâche de rapatrier de l'argent dans leur pays d'origine.

«Il fallait que j'envoie quelque chose, ne serait-ce que quelques dollars» a expliqué M. Takawira, même si cela l'obligeait parfois à se priver de pain. Il a donc essayé de recourir à une société de rapatriements de fonds en ligne, comme le lui avait recommandé un ami.

M. Takawira fait partie des nombreux migrants africains que la pandémie a incités à utiliser des services de transfert numérique, souvent pour la première fois.

Cette évolution alimente l'essor des sociétés de transfert de fonds actives en Afrique, alors que la Banque mondiale prévoyait que les rapatriements de fonds à destination des pays les plus pauvres accuseraient une chute historique de 20 % pour s'établir à 445 milliards de dollars É.-U. cette année, sous l'effet du ralentissement économique mondial dû à la pandémie.

«Nous avons constaté une augmentation des transferts, car les membres de la diaspora voulaient aider leurs familles» a indiqué Patrick Roussel, responsable des services financiers de téléphonie mobile pour le Moyen-Orient et l'Afrique au sein de l'entreprise française de télécommunications Orange – un acteur de premier plan dans les pays africains francophones. «Nous avons constaté un afflux de nouveaux clients venant principalement du marché informel» a fait savoir Andy Jury, directeur général de Mukuru, l'entreprise à laquelle M. Takawira fait désormais appel.

Comme M. Takawira, beaucoup ont dû puiser dans leurs économies ou consentir d'autres sacrifices à cette fin, selon des analystes et des responsables d'entreprises.

Selon M. Jury et d'autres responsables du secteur, cette évolution devrait être durable, car les services de transfert de fonds numériques sont généralement moins coûteux, plus rapides et plus sûrs que les réseaux informels, que les États peinent à réglementer. Mukuru, dont l'activité est principalement centrée sur les rapatriements de fonds en Afrique et qui permet aux clients d'envoyer de l'argent liquide et des denrées alimentaires, a vu sa croissance s'accroître d'environ 75 % par rapport à l'année précédente.

Selon les chiffres officiels de la Banque mondiale, les rapatriements de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne se sont élevés à 48 milliards de dollars des États-Unis l'année dernière. Les experts estiment toutefois que ce chiffre ne reflète qu'une partie de la réalité. En effet, une grande partie de l'argent que les Africains rapatrient par l'intermédiaire de réseaux informels ne figure pas dans les données officielles. Lorsque ces réseaux ont été paralysés par les confinements, les entreprises formelles de transfert de fonds – en particulier les plateformes numériques – sont soudain devenues les seules options disponibles sur le marché.

La résilience et la reprise des rapatriements de fonds ne sont pas des tendances qui ont été observées partout. Par exemple, les rapatriements de fonds ont baissé de 7,9 % en Asie de l'Est et dans le Pacifique, de 9,7 % en Europe et en Asie centrale, et de 12,5 % en Afrique subsaharienne^{36,37}. Plusieurs économies d'Asie du Sud ont subi des chocs liés aux rapatriements de fonds internationaux lorsque les prix du pétrole se sont effondrés au cours de la phase initiale de la pandémie, ce qui avait provoqué une forte contraction économique dans la région du Golfe, où résident de nombreux migrants sud-asiatiques³⁸. Cette évolution a entraîné une chute soudaine des recettes en devises, qui a coïncidé avec une augmentation du chômage structurel, et a pesé sur le bien-être de millions de familles à faible revenu³⁹. Toutefois, les rapatriements de fonds internationaux à destination des principaux pays d'Asie du Sud (Inde, Pakistan et Bangladesh) ont augmenté en 2021, le Pakistan ayant enregistré la plus forte croissance par rapport à 2020 (19,6 %, contre 8,0 % pour l'Inde et 2,2 % pour le Bangladesh). Une étude portant sur huit pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a constaté une baisse de revenu dans 73 % des ménages observés en 2021⁴⁰. La Thaïlande a connu une contraction économique de 6,5 %, qui a fait grimper le taux de pauvreté à 8,8 %⁴¹.

Il est reconnu depuis longtemps que les migrants apportent à leurs pays d'origine et à leurs proches à l'étranger des contributions transnationales qui vont bien au-delà des rapatriements de fonds⁴². La pandémie a mis en lumière le rôle de plus en plus important que les contributions des groupes de la diaspora (temps, argent, expertise et relations) peuvent jouer dans l'atténuation des souffrances humaines⁴³. Ces contributions n'ont cessé de croître ces dernières années, ayant été facilitées par la capacité croissante des membres de communautés très dispersées à maintenir un sentiment d'appartenance à un groupe grâce aux outils numériques des réseaux sociaux, lesquels sont devenus de plus en plus omniprésents. L'une des principales raisons pour lesquelles une attention croissante est accordée à « l'action humanitaire de la diaspora » depuis 2020 est que cette tendance s'est accélérée, l'essor du télétravail ayant fortement stimulé les entreprises technologiques, qui ont fourni des outils permettant de collaborer exclusivement en ligne pendant les périodes de confinement⁴⁴. En outre, les mesures de confinement ont fortement limité la capacité des organisations humanitaires classiques à accéder aux zones de crise et à y apporter leur aide⁴⁵.

Dans de nombreuses régions du monde, les personnes dans le besoin ont donc dû compter presque exclusivement sur les contributions envoyées par des amis et des membres de leur famille vivant dans des conditions plus stables. De ce fait, les personnes vivant dans certaines zones de crise se sont senties abandonnées par les principales organisations humanitaires internationales, et la solidarité s'est développée avec les membres de la famille immédiate et de la communauté, où qu'ils soient, de même que la dépendance à leur égard. Il en résulte également que des groupes de migrants, notamment les organisations de réfugiés, ont eu besoin d'accroître leur autonomie, car les interventions humanitaires internationales ont été profondément perturbées par la pandémie de COVID-19, comme le fait ressortir l'encadré ci-dessous.

³⁶ Les rapatriements de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne ont été ralentis de façon significative par la baisse de 28 % des rapatriements de fonds à destination du Nigéria. Si l'on exclut le Nigéria du calcul, ils ont augmenté de 2,3 % (Banque mondiale, 2021b).

³⁷ Banque mondiale, 2021a.

³⁸ Arezki *et al.*, 2020.

³⁹ Withers *et al.*, 2022.

⁴⁰ Morgan et Trinh, 2021.

⁴¹ Banque mondiale, 2021c.

⁴² Newland et Patrick, 2004 ; McAuliffe *et al.*, 2019.

⁴³ Horst *et al.*, 2015.

⁴⁴ Bursztynsky, 2020.

⁴⁵ *The Lancet*, 2020.

Témoignages de première ligne : les organisations de réfugiés dans l'ombre de la COVID-19

Je m'appelle Mary Tal et je suis une avocate qui a grandi au Cameroun, pays d'Afrique de l'Ouest. J'ai travaillé pour l'organisation Human Rights Defense Group avant de devenir moi-même une réfugiée et d'être contrainte de fuir mon pays en 1998. Lorsque j'ai obtenu l'asile au Cap, en Afrique du Sud, j'ai trouvé ma vocation : œuvrer au service des autres femmes réfugiées, ce qui nous a amenées à fonder l'association Whole World Women Association (WWWA) en 2007. La WWWA s'emploie à renforcer les moyens d'action des femmes et des enfants réfugiés de l'ensemble du continent africain en leur offrant une formation au leadership et à l'intégration sociale, une sensibilisation au VIH/sida, une assistance juridique et une protection de leurs droits en tant que réfugiés.

Lorsque la pandémie de COVID-19 a atteint l'Afrique du Sud en mars 2020, notre travail a changé du tout au tout, d'une façon à laquelle notre association n'était pas préparée. Pour ne citer que certains des problèmes que nous avons rencontrés, le financement des services essentiels que nous assurons habituellement s'est raréfié; les personnes au service desquelles nous œuvrons ont souffert de fatigue mentale et émotionnelle; et des informations erronées sur la COVID-19 ont circulé. Une autre épreuve qui m'a brisé le cœur a été d'apprendre que certaines mères célibataires avec lesquelles nous avons travaillé avaient succombé au virus, laissant derrière elles des orphelins. D'autres mères célibataires ont perdu leur emploi, seule source de revenus pour leurs enfants. Pour surmonter ces difficultés, la WWWA fournit des denrées alimentaires, des masques et du matériel sanitaire aux milliers de femmes réfugiées auxquelles nous prêtons assistance. Notre association s'est également engagée à soutenir, pour une durée de six mois, les enfants de nos clientes qui sont décédées. Nous aidons leurs familles à payer les frais liés aux funérailles et tâchons de trouver un moyen de mettre ces enfants en contact avec des membres de leur famille, dont beaucoup vivent à l'étranger. Nous ne pouvons pas accomplir ce travail seules. De meilleures politiques sont nécessaires pour soutenir les personnes les plus vulnérables pendant la pandémie. Nos voix doivent être entendues par les décideurs : il faut humaniser les politiques et mieux aider les organisations de réfugiés à soutenir leurs communautés.

Source : Extrait abrégé de *The Elders*, 2020.

Dans les pays confrontés à des problèmes politiques et climatiques, tels que le Soudan, la COVID-19 a accru la vulnérabilité socioéconomique des migrants internes⁴⁶. Des recherches sur les travailleurs migrants saisonniers dans le Soudan oriental ont montré que l'impossibilité de rapatrier des fonds était une contrainte majeure pour ces personnes depuis le début de la pandémie⁴⁷, et que l'inflation pesait constamment et considérablement sur les moyens de subsistance⁴⁸. La plupart des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont connu une forte inflation⁴⁹, et le prix des aliments de base a augmenté de plus de 20 % dans des pays tels que Djibouti, la

⁴⁶ Le Soudan oriental est confronté à des difficultés politiques depuis la Révolution soudanaise de 2018, à une instabilité politique récurrente liée aux conflits dans le Tigré et à l'afflux soudain de réfugiés qui en a résulté, ainsi qu'à des défis climatiques, tels que les précipitations élevées récurrentes (Amin, 2020).

⁴⁷ Jourdain et al., 2022.

⁴⁸ UNDP, 2020.

⁴⁹ Messkoub, 2022.

République islamique d'Iran, le Liban, la République arabe syrienne et le Yémen⁵⁰. Les années à venir seront probablement marquées par une incertitude, des transformations et des contre-transformations constantes⁵¹. Il est donc important de suivre de près le processus de relèvement et d'élaborer des politiques sur la migration, la diaspora et les rapatriements de fonds qui soient globales et qui résistent aux chocs.

Si l'on compare la perturbation causée par la pandémie et celle causée par la crise financière mondiale, les rapatriements de fonds vers les pays en développement ont beaucoup mieux résisté à la pandémie. Toutefois, la récession dans les principaux pays de destination a été plus profonde pendant la pandémie que pendant la crise financière mondiale. Une étude a montré qu'une augmentation de 1 % du nombre de cas de COVID-19 par million d'habitants donnait lieu, en moyenne, à une augmentation des rapatriements de fonds de 0,03 point de pourcentage⁵². Les particularités régionales et les mesures de redressement mettent en évidence l'influence que les changements induits par la pandémie dans les schémas de migration et de mobilité de la main-d'œuvre ont eue sur l'économie après la pandémie. Couplées aux rapatriements de fonds, les mesures de politique intérieure, telles que celles régissant les transferts d'argent en espèces, protègent les économies contre les crises. En Amérique latine, les dépenses publiques ont augmenté de 2,9 % entre 2019 et 2020⁵³. Dans cette région, les transferts en espèces ont largement fait office de politique économique à la suite de la pandémie de COVID-19⁵⁴. L'emploi dans la région n'a pas tout à fait retrouvé son niveau d'avant la pandémie, mais l'écart est désormais minime⁵⁵. Parallèlement, le tourisme international a commencé à reprendre dans les Caraïbes⁵⁶. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI) de juillet 2022, la croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes était de 3 %, un taux nettement plus faible qu'en 2021 mais robuste par rapport aux résultats enregistrés dans le monde⁵⁷.

D'autre part, les pays de l'Union européenne et les pays de l'OCDE qui ne sont pas membres de l'Union européenne sont à l'origine de 55 % des rapatriements de fonds dans le monde⁵⁸. En particulier, les États-Unis, la Suisse, l'Allemagne, la France et le Luxembourg figurent parmi les dix principaux pays d'origine des rapatriements de fonds⁵⁹. Dans les pays de destination des migrants, les pressions inflationnistes ont augmenté, ce qui s'explique principalement par la hausse des prix de l'énergie et des matières premières, les obstacles à la production et l'augmentation de la demande⁶⁰. Selon le FMI, la reprise rapide de l'activité économique dans de nombreuses régions a fait augmenter l'inflation de base par rapport aux niveaux antérieurs à la crise⁶¹. Les pressions inflationnistes ont été les plus fortes dans les pays où la demande (en particulier de biens de consommation) s'est redressée le plus rapidement⁶².

⁵⁰ World Bank, 2021d.

⁵¹ Forum économique mondial, 2022a.

⁵² Quayyum *et al.*, 2021.

⁵³ CEPALC, 2021.

⁵⁴ Les quatre pays de la région dont les dépenses consacrées aux transferts en pourcentage du PIB étaient les plus élevées en 2020 étaient le Mexique (8,6 %), le Chili (11,5 %), l'Argentine (12,9 %) et l'Uruguay (15,1 %) (Solorza, 2021).

⁵⁵ Maurizio, 2022.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Adler *et al.*, 2022.

⁵⁸ REM et OCDE, 2020.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Banque mondiale, 2022.

⁶¹ Adrian et Gopinath, 2021.

⁶² *Ibid.*

Automatisation, externalisation numérique et évolution du rôle de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'économie mondiale

Les effets de long terme de la pandémie – qui sont catastrophiques pour le secteur mondial du transport aérien et qui changent durablement les schémas de mobilité au sein des communautés (comme indiqué plus haut) – sont en train de remodeler le rôle de la mobilité dans les économies du monde entier. En particulier, la baisse de la mobilité renforce la numérisation et l'automatisation, et *vice versa*⁶³.

La transformation numérique qui est en cours a des effets majeurs sur les migrants et les processus de migration. Depuis la pandémie, les migrants s'appuient de plus en plus sur des solutions numériques pour obtenir des informations et rapatrier des fonds, tandis que les États utilisent de plus en plus de nouveaux systèmes numériques pour assurer la gestion des migrations⁶⁴. L'adaptation des services à la prestation en ligne a été un objectif clé pendant la crise sanitaire, s'agissant en particulier de répondre aux besoins des populations migrantes et d'autres groupes vulnérables. Par exemple, 14 des 27 pays de l'Union européenne ont adopté ou systématiquement mis en place la prestation de services de santé en ligne, notamment sous la forme de vidéos et de tutoriels dans différentes langues, ainsi que de consultations en ligne⁶⁵. Ces technologies d'intégration peuvent aider les populations migrantes, mais leur conception, leur élaboration et leur mise en œuvre doivent être centrées sur les droits humains, et ces droits ne doivent pas être restreints par les limites de la faisabilité technique⁶⁶.

Réciproquement, la progression de la transformation numérique résulte en partie de l'évolution de la migration et de la mobilité qui résulte de la pandémie. Par exemple, l'une des principales conséquences des mesures de restriction de la circulation a été la réduction considérable de l'offre de main-d'œuvre dans les grands centres économiques : au niveau international, moins d'immigrants vont dans les principaux pays de destination, tandis qu'au niveau des pays, moins de migrants internes et pendulaires se rendent dans les zones urbaines densément peuplées. À cause de ces baisses de la migration et de la mobilité, le marché du travail est extrêmement tendu dans les villes des pays développés. En théorie, une réduction de la main-d'œuvre immigrée devrait conduire à une hausse des salaires dans les régions de destination. Il n'est donc pas surprenant que de nombreux économistes du travail aient affirmé que la pandémie serait suivie d'un âge d'or pour les travailleurs, fait d'offres d'emploi abondantes, de salaires en hausse, de « démissions silencieuses » (baisse des efforts consentis par les employés) et d'une « grande démission »⁶⁷.

En théorie, une hausse des salaires devrait à son tour stimuler l'innovation, à mesure que les entreprises réduisent leur dépendance à l'égard de la main-d'œuvre (immigrée) plus coûteuse en investissant dans des technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre. Il s'agit là aussi d'une caractéristique majeure de l'économie après la pandémie. D'une part, on a ainsi assisté à une automatisation des tâches dans les secteurs de l'agriculture, de la fabrication et des services non exportables tels que le commerce de détail, l'hôtellerie, la restauration et les soins de santé qui étaient devenus, au cours des décennies avant la pandémie, très dépendants de la main-d'œuvre migrante⁶⁸. Par exemple, malgré un ralentissement général dans le secteur des start-up technologiques, les entreprises d'agriculture technologique (AgTech) telles que FarmWise, basée aux États-Unis, attirent de plus en plus de capital-risque pour

⁶³ McAuliffe *et al.*, 2021b.

⁶⁴ McAuliffe, 2021 ; Réseau des Nations Unies sur les migrations, 2020.

⁶⁵ Commission européenne, 2022.

⁶⁶ McAuliffe *et al.*, 2021a.

⁶⁷ Williams, 2021.

⁶⁸ Adrian et Gopinath, 2021.

développer leurs robots de désherbage autonomes, sur la base de projections démographiques selon lesquelles la main-d'œuvre agricole était vieillissante et les travailleurs immigrés, de plus en plus difficiles à recruter⁶⁹.

D'autre part, l'automatisation est à l'origine d'un processus d'«externalisation numérique» dans les secteurs à main-d'œuvre hautement qualifiée de l'économie des services et du savoir. À l'heure où les entreprises s'efforcent de faire des économies pour amortir les répercussions économiques de la pandémie, l'une des décisions les plus simples à prendre a été de réduire les dépenses liées aux voyages d'affaires et aux bureaux en centre-ville, tout en investissant davantage dans la transformation numérique dans l'espoir d'accroître la productivité. Dans le cadre de l'externalisation numérique qui en résulte, les entreprises adoptent des plateformes de travail en ligne pour permettre l'exécution de tâches à distance, notamment dans des domaines tels que les services juridiques et financiers, l'analyse de données, la conception de logiciels, la traduction, la transcription, l'annotation d'images et la modération de contenus⁷⁰.

Au niveau des pays, le développement de l'externalisation numérique contribue à une forte augmentation du télétravail, et donc à une baisse de la mobilité pendulaire. D'après une étude économétrique fréquemment citée, le télétravail n'est pas près de disparaître : la pandémie, outre qu'elle a fait sortir les entreprises de l'inertie qui les liait à des modèles de travail en présentiel qui n'étaient pas nécessaires, a réduit la stigmatisation du travail à domicile, favorisé une vague de technologies de télétravail innovantes, fait comprendre aux employés que le télétravail pouvait être plus satisfaisant et démontré aux employeurs que ce mode de fonctionnement pouvait être moins coûteux⁷¹. Pendant la période 2020/2021, il y a de très bonnes raisons de penser qu'un phénomène de contre-urbanisation – c'est-à-dire une migration interne consistant à quitter les villes – était en train de se produire, en particulier dans les pays à revenu élevé. Aux États-Unis, on estime que 37 % des emplois peuvent être exercés à domicile⁷², et le nombre moyen de personnes quittant les quartiers urbains a doublé en 2020, pendant la pandémie⁷³. Ce revirement après des décennies d'urbanisation incessante allait de pair avec la diminution de la mobilité intra-urbaine et interurbaine, car les restrictions à la mobilité accélèrent l'adoption du télétravail.

Parmi ces tendances, le «travail à domicile» est en train d'évoluer vers le «travail depuis n'importe où», d'où des conséquences importantes pour le rôle de la mobilité de la main-d'œuvre dans l'économie mondiale. Au niveau international, l'essor des plateformes numériques de travail en ligne a accéléré la tendance qui consiste, pour les entreprises des pays plus développés, à sous-traiter des tâches à des travailleurs vivant dans des pays moins développés. Avant même que la pandémie ne survienne, la majeure partie de la demande de main-d'œuvre sur ces plateformes provenait de pays tels que l'Allemagne, l'Australie, le Canada, les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, tandis que le travail était en grande partie effectué dans des pays tels que l'Inde, les Philippines ou l'Ukraine⁷⁴. Avant la pandémie de COVID-19, les communautés de «nomades numériques» – essentiellement composées de professionnels utilisant des médias numériques – plaidaient en faveur d'un mode de travail alternatif reposant sur les technologies de l'information et des communications. La pandémie a alors permis aux personnes sédentaires de goûter à la vie de nomade numérique, tandis que les nomades numériques ont été amenés à réfléchir

⁶⁹ Heater, 2022.

⁷⁰ OIT, 2021a.

⁷¹ Barrero et al., 2021.

⁷² Dingel et Neiman, 2020. Il s'agit essentiellement des activités financières, de la gestion d'entreprise et des services professionnels et scientifiques.

⁷³ Whitaker, 2021.

⁷⁴ OIT, 2021a.

à l'impact négatif du virus sur la «liberté de voyager» qui leur est chère et à réévaluer la viabilité de leur mode de vie⁷⁵.

Ces tendances ne sont ni uniformes ni universelles; par exemple, les tendances en matière de migration rurale urbaine et de télétravail varient considérablement d'un endroit à l'autre depuis la pandémie. En 2020, l'Espagne a enregistré des pertes migratoires nettes de 6 % dans les zones à forte densité ainsi qu'une baisse de 15,4 % de la migration vers les villes; en revanche, les régions à faible densité de population ont enregistré des gains migratoires nets et les tendances observées y sont de nouveau semblables à celles d'avant la pandémie⁷⁶. De même, au Royaume-Uni⁷⁷, la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de sortie de l'Union européenne en juillet 2021 a entraîné une intensification visible de la mobilité dans les zones urbaines, qui s'est rapprochée des niveaux enregistrés avant la pandémie⁷⁸. En 2020, en Australie, 11 200 personnes ont quitté les capitales des États du pays au profit de régions rurales moins peuplées; l'utilisation des transports publics a baissé de 52 %, et la demande d'espaces commerciaux dans les villes s'est contractée de 24 %⁷⁹. Cependant, le télétravail ne peut pas être adopté par les économies à forte intensité de main-d'œuvre et fortement axées sur le tourisme⁸⁰. En réaction à la chute spectaculaire du tourisme qui s'est produite à la suite de la restriction de la circulation pendant la pandémie, des pays dépendant du tourisme, tels qu'Aruba, les Maldives, la Thaïlande, Antigua-et-Barbuda, le Cambodge et le Costa Rica, ont mis en place des politiques et des fonds spéciaux pour stimuler le tourisme national et international⁸¹. Ces pays ne sont pas les seuls concernés. Le tourisme international a rebondi de 4 % en 2021, mais il reste bien en deçà des niveaux antérieurs à la pandémie⁸².

Soins de santé et effets démographiques : un tableau diversifié

Les mesures de riposte à la pandémie visant à réguler la circulation des migrants ont suscité beaucoup de critiques car elles ont créé des obstacles à l'accès aux services sociaux et aux soins de santé dans les pays de destination⁸³. Au plus fort de la pandémie, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays n'ont pas pu suivre les directives de santé publique; conjuguées aux conditions de vie déjà précaires de ces personnes, cette situation s'est traduite par des taux d'infection nettement plus élevés⁸⁴. La montée du racisme et de la xénophobie a suscité des débats sur le statut des migrants et les différences qui en découlent dans la prestation de services⁸⁵. Cependant, la complexité des mesures pluridimensionnelles et l'absence de données enregistrées au niveau mondial font qu'il est impossible de mesurer l'impact global de la pandémie sur les migrants.

⁷⁵ Ehn et al., 2022.

⁷⁶ González-Leonardo et al., 2022.

⁷⁷ La mobilité a diminué de 44 %, la baisse la plus forte ayant été enregistrée dans les villes, où elle a dépassé 50 % en 2020 (Rowe et al., 2023).

⁷⁸ González-Leonardo et al., 2022.

⁷⁹ Byrne, 2021.

⁸⁰ Selon les estimations de l'Organisation mondiale du tourisme, la pandémie a perturbé le tourisme en réduisant les voyages internationaux de 73 % en 2020 (OMT, s.d.).

⁸¹ Babii et Nadeem, 2021.

⁸² OMT, s.d.

⁸³ Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, 2018.

⁸⁴ Ag Ahmed et al., 2021.

⁸⁵ OMS, 2021.

Cela étant, de nombreux pays ont déployé des efforts considérables pour répondre aux besoins particuliers des migrants pendant la pandémie (voir l'encadré ci-dessous sur les mesures de régularisation prises pendant la pandémie de COVID-19). La prestation de soins de santé de base ou d'urgence a été garantie pour les travailleurs migrants, indépendamment de leur statut, en Argentine, en République de Corée, en Thaïlande et dans 20 États membres de l'Union européenne, entre autres⁸⁶. Les migrants dépourvus de documents ont bénéficié d'un accès gratuit aux services de santé d'urgence liés à la COVID-19 dans plusieurs pays et municipalités du monde, notamment dans les pays suivants : Belgique, Croatie, Chypre, Estonie, Grèce, France, Finlande, Israël, Italie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Espagne, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse⁸⁷. Certains pays ont fourni aux populations migrantes du matériel et des informations de santé publique ciblés. Les migrants en Norvège ont estimé avoir reçu suffisamment d'informations sur la pandémie par le biais des canaux officiels, ce qui a été corrélé à un degré élevé de confiance à l'égard des pouvoirs publics et des sources officielles⁸⁸. L'Arabie saoudite et Bahreïn ont fait en sorte que les sociétés de recrutement prennent en charge l'assurance maladie des migrants avant leur départ et ont publié des circulaires administratives établissant des lignes directrices pour les employeurs et les employés⁸⁹.

La COVID-19 et les mesures de régularisation

La pandémie de COVID-19 a conduit certains pays à prendre des mesures exceptionnelles pour répondre aux besoins accrus des migrants irréguliers. Début 2020, le Portugal a agi rapidement en régularisant temporairement le statut de tous les migrants. Par la suite, l'Italie a procédé à une régularisation ciblée des travailleurs migrants dans des secteurs clés de l'économie. En février 2021, la Colombie a annoncé qu'elle allait régulariser plus de 1,7 million de Vénézuéliens présents sur son territoire. [...] D'autres pays ont adopté des mesures de régularisation en réponse à la COVID-19 : c'est le cas, notamment, de la République dominicaine, de la Malaisie et de la Thaïlande.

Source : OIM, 2021.

⁸⁶ FRA, 2011.

⁸⁷ *Ibid.* Il convient de noter que ces exemples ne sont pas exhaustifs : d'autres pays peuvent également avoir fourni des services gratuits. Plusieurs pays ont également offert la possibilité aux migrants dépourvus de documents de rester sans être sanctionnés ; d'autres ont lancé des programmes de régularisation, qui ont permis un accès aux services de santé.

⁸⁸ Madar *et al.*, 2022.

⁸⁹ CESAO, 2020.

Les effets de la COVID-19 sur la santé en général ont des conséquences démographiques qui pourraient considérablement faire évoluer les migrations. La pandémie a perturbé les programmes de vaccination des enfants dans plusieurs régions du monde, ce qui a eu pour effet d'accroître le déficit de vaccination de 8 millions de personnes supplémentaires et de retarder 60 campagnes de vaccination de masse revêtant une importance vitale dans 50 pays, au détriment de 228 millions de personnes⁹⁰. Quelque 10,5 millions d'enfants ont perdu l'une ou plusieurs des personnes qui s'occupaient d'eux⁹¹. Les effets de la pandémie sur la santé se sont fait sentir plus lourdement dans le monde en développement, d'une façon qui influera sur la démographie et les migrations de demain.

Les grandes puissances économiques ont été touchées à la fois par une surmortalité et par une variation de la fécondité⁹². La France a enregistré son taux de natalité le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale⁹³. Les autorités chinoises ont constaté une baisse de 15 % du nombre de naissances en 2020⁹⁴ : ce nombre est passé de 14,65 millions en 2019 à 12 millions en 2020, puis à 10,62 millions en 2021⁹⁵. L'effondrement de la population résultant de cette baisse de la fécondité sera sans doute à l'origine de crises économiques et de crises de la dette dans l'avenir. Les États s'emploieront bientôt à rembourser les dettes qu'ils ont contractées pour fournir une aide sociale et financière pendant la pandémie. Cependant, du fait de la baisse de la natalité, ils compteront moins de contribuables pour supporter ce fardeau. Cela entravera la croissance et obligera de nombreux pays à favoriser la fécondité, à recruter plus de travailleurs migrants dans des secteurs cruciaux et à investir davantage dans l'automatisation d'emplois clés, et ce simultanément.

⁹⁰ OMS, 2022a.

⁹¹ Cha, 2022.

⁹² Bosley et Jamrisko, 2021.

⁹³ Horobin, 2021.

⁹⁴ Bloomberg, 2021.

⁹⁵ Yang *et al.*, 2022.

Conclusion

La migration et la mobilité humaines ont connu un rebond remarquable depuis les premiers jours de la pandémie de COVID-19, qui avait subitement mis à l'arrêt la majeure partie de l'humanité. Cependant, cette forte reprise cache un profond changement : près de trois ans après que le début de la pandémie, une grande partie du monde demeure moins mobile qu'avant, ce qui aura des conséquences importantes, à moyen et à long terme, pour les populations, les sociétés et les économies du monde entier.

La phase d'urgence pandémique est passée, mais la «longue traîne» des infections et des interventions de santé publique continue de perturber la migration et la mobilité. Les restrictions les plus strictes ont certes été levées, mais elles ont laissé derrière elles une situation plus complexe et plus contraignante sur le plan des politiques migratoires, qui associent de nouveaux profils de risque à différentes catégories de migrants, au grand regret de ceux qui souhaiteraient revenir dans le monde hypermobile de 2019.

Dans ce contexte, la migration et la mobilité ont repris, sans pour autant atteindre les niveaux enregistrés avant la pandémie. Le nombre de passagers sur les vols internationaux demeure toujours inférieur au niveau de référence de 2019, en particulier en Europe, en Asie et dans le Pacifique, où la baisse s'établit entre 25 % et 49 %. La situation du transport aérien intérieur est plus mitigée : bien que ce secteur n'ait pas été aussi durement touché que le transport aérien international et qu'il s'est rétabli plus rapidement, les restrictions imposées sur les vols intérieurs pendant la pandémie ont été vécues de façon très différente selon les régions du monde. Il est extrêmement intéressant que la mobilité au sein des communautés ait rebondi vigoureusement dans les pays à plus faible revenu et beaucoup moins dans les pays à revenu plus élevé.

En faisant évoluer la migration et la mobilité, la pandémie a catalysé ou accéléré certaines transformations sociales majeures de long terme. Par exemple, dans les pays d'origine des migrants, elle a mis en évidence l'importance des rapatriements de fonds que les travailleurs migrants font parvenir à leurs familles et de leurs communautés dans leurs pays d'origine. Les rapatriements de fonds ont beaucoup moins diminué au plus fort de la pandémie que ne le prévoient les experts les plus optimistes, et ils ont également rebondi bien plus rapidement, ce qui suggère une fois de plus que ces flux ont non seulement un volume élevé, mais aussi une importance disproportionnée du fait qu'ils sont anticycliques : lorsque d'autres indicateurs économiques étaient en baisse pendant la pandémie, les rapatriements de fonds sont restés stables et ont augmenté peu après.

Dans les pays de destination, la migration et la mobilité restent plus limitées qu'avant la pandémie, ce qui a également des effets profondément transformateurs. Par exemple, les employeurs sont incités à s'adapter à des marchés du travail moins flexibles que ceux auxquels ils s'étaient habitués au cours des décennies précédentes. Contraintes de réduire leur dépendance à l'égard des sources de main-d'œuvre éloignées, les entreprises investissent davantage dans l'«externalisation numérique» (qui consiste à recourir à une main-d'œuvre humaine à distance, pour un coût moindre) et l'automatisation (qui réduit, voire supprime le besoin de main-d'œuvre humaine pour certaines tâches).

Il peut sembler contre-intuitif de prévoir une baisse de la demande de main-d'œuvre migrante alors que le chômage se maintient à des niveaux historiquement faibles et que les employeurs des pays développés font pression sur les gouvernements pour qu'ils fassent augmenter l'immigration. Cependant, si le marché du travail est actuellement tendu dans les pays riches, cela ne résulte pas d'une augmentation de la demande de travailleurs migrants, mais bien d'une baisse spectaculaire de l'offre. Cette situation contraint les entreprises à prendre des décisions qui bloqueront la demande, laquelle restera beaucoup plus élevée qu'au plus fort de la pandémie à la mi-2020, mais sans doute nettement plus faible qu'avant la pandémie.

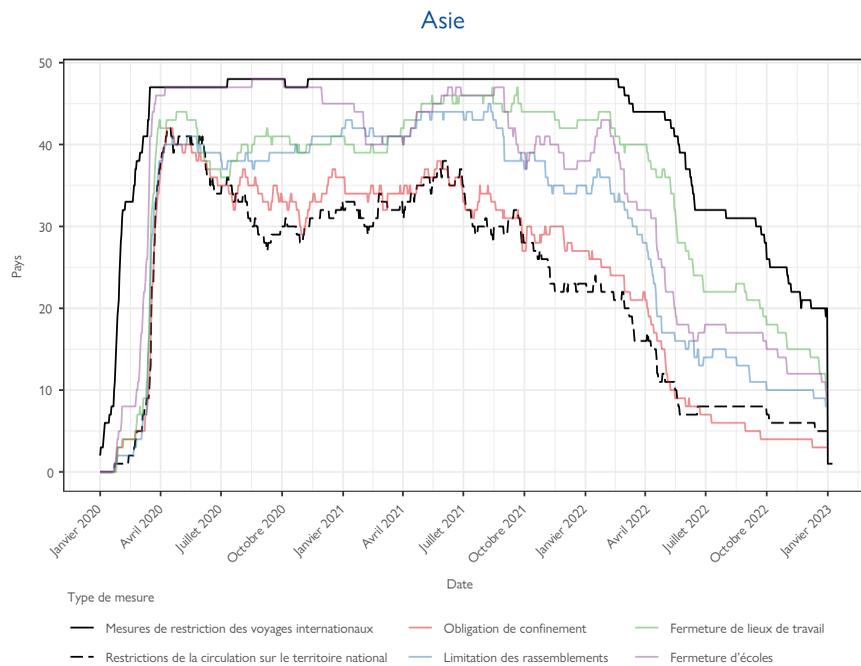
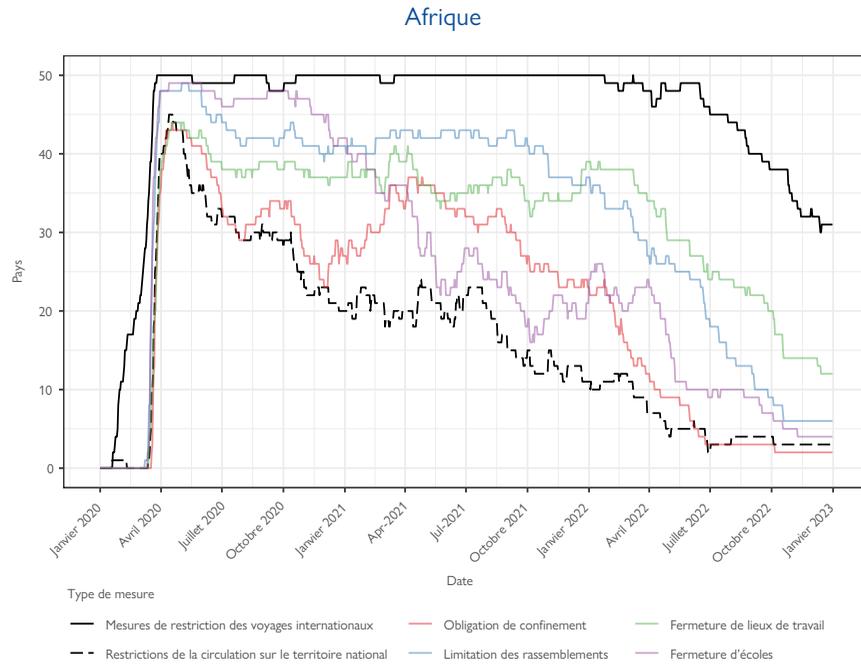
Appendice A.

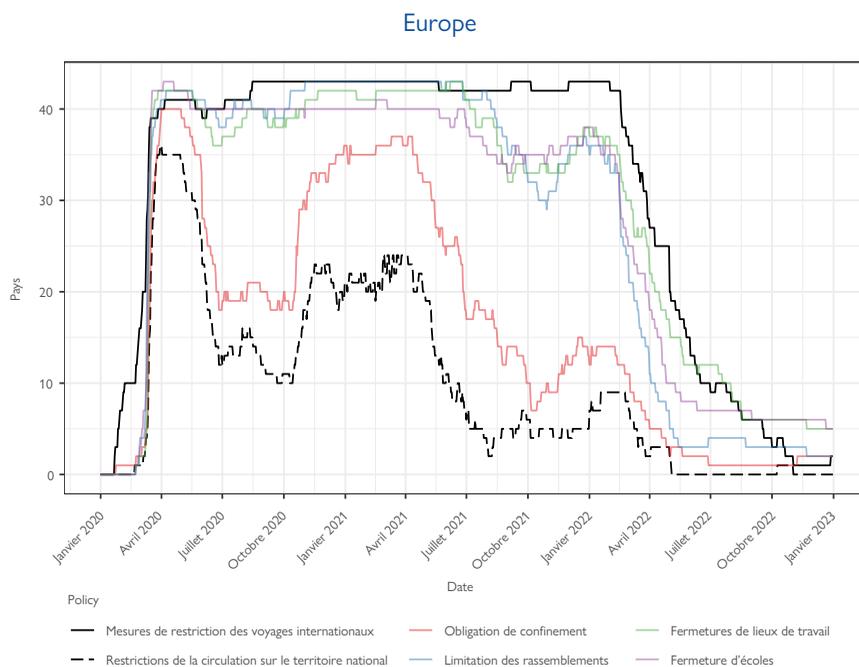
Santé (hors COVID-19)	Environnement	Société	Économie	Éducation
Suite à la diminution de l'accès au dépistage du VIH en 2020-2021 ^a , un autotest de dépistage du VIH approuvé par l'OMS a été mis en vente au prix de 1 dollar É.-U. dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, soit le prix le plus bas à ce jour ^b .	La production d'équipements de protection individuelle en plastique à usage unique, le développement des achats en ligne et l'emballage des plats à emporter ont abouti à la production de 8 millions de tonnes de déchets dans le monde, ce qui n'est pas sans conséquence sur nos océans ^c .	Les Nations Unies ont estimé que la montée de la violence domestique au cours de la pandémie de COVID-19 constituait une « pandémie de l'ombre ». D'après les informations disponibles, les jeunes femmes, les femmes ayant des enfants, les femmes sans emploi et les femmes vivant dans des zones rurales sont plus vulnérables aux mauvais traitements ^d .	Le nombre d'heures de travail dans le monde a diminué en 2020, avant de repartir à la hausse en 2021 dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ou à revenu élevé. Les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure peinent encore à se relever, et ces pertes creusent encore davantage le fossé entre les pays ^e .	Dans les plans de relèvement, il est essentiel de favoriser l'enseignement en présentiel pour inverser les pertes d'apprentissage à travers le monde ^f . Selon l'UNICEF, à cause de ces pertes d'apprentissage, jusqu'à 70 % des enfants de 10 ans dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ne savent pas lire, soit 53 % de plus qu'avant la pandémie ^g .
La diminution de la mobilité pendant la pandémie a fait baisser le nombre de collisions routières dans le monde, mais la gravité des traumatismes et la mortalité se sont accrues, ce qui s'explique par les excès de vitesse, la faible fréquentation, les routes dégradées et la consommation d'alcool et de drogues ^h .	La consommation d'énergie a diminué en 2020, de façon à augmenter la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique, qui a cependant retrouvé la même composition qu'avant la pandémie ⁱ .	Le risque de mariages d'enfants a augmenté pendant la pandémie à cause de la réduction des possibilités d'éducation, des conditions de précarité économique, des perturbations des services sociaux et des décès de personnes ayant la charge d'un enfant ^j .	Selon la Banque mondiale, entre 657 et 676 millions de personnes vivraient dans des conditions d'extrême pauvreté en 2022. Cela représente environ 75 à 95 millions de personnes de plus que ce que prévoyaient les prévisions faites avant la pandémie ^k .	D'après un rapport mondial sur l'éducation, les filles ont moins de chances d'accéder à l'apprentissage à distance. Les normes de genre, la connectivité et l'accessibilité des technologies font obstacle à l'apprentissage à distance ^l .
Selon l'OMS, la pandémie a entraîné une augmentation de 25 % des troubles mentaux tels que l'anxiété et la dépression, les jeunes et les femmes étant les plus touchés ^m .	Le terme « anthropause » est apparu en 2020 pour désigner la diminution de l'impact de l'homme sur l'environnement. La réduction des perturbations a profité à certaines espèces sauvages, mais il est possible que la pause de l'activité humaine ait entravé, pendant les années en question, les efforts de protection d'espèces menacées ⁿ .	Dans l'ensemble, l'augmentation des tâches de soins résultant de la pandémie a accru l'écart entre les hommes et les femmes ^o . Selon l'OIT, plus de 2 millions de mères dans le monde ont quitté le marché du travail en 2020 ^p .	D'après les estimations formulées par des experts, les rapatriements de fonds devraient atteindre 5 400 milliards de dollars É.-U. à l'échelle mondiale en 2030, grâce à la numérisation. Les rapatriements de fonds ont augmenté dans le monde en 2021; ainsi, d'après le rapport MobileRemit Africa, les virements par réseau de téléphonie mobile auraient augmenté de 48 % ^q .	Les tendances en matière d'inscription dans l'enseignement supérieur se sont stabilisées à la suite du retour à l'enseignement et à l'apprentissage en présentiel, ce qui laisse supposer que l'enseignement supérieur ne fera pas l'objet d'une transformation numérique complète ^r .
D'après un rapport de 2021 sur l'impact de la pandémie au Burkina Faso, au Kenya, en Éthiopie, au Malawi et en Ouganda, l'interruption des services de santé sexuelle et reproductive a entraîné une augmentation du nombre de grossesses, de violences fondées sur le genre et d'avortements dangereux ^s .	Au début de la pandémie de COVID-19, la qualité de l'air s'est davantage améliorée dans les régions où les politiques de mobilité étaient plus strictes ^t . La pollution atmosphérique a également été associée à des taux plus élevés de mortalité due à la COVID-19 ^u .	En réponse à la limitation des rassemblements sociaux pendant la pandémie, les cultes religieux en ligne se sont popularisés, bien qu'ils posent des problèmes d'accessibilité numérique ^v . D'après une enquête, les activités de groupe ont diminué en 2020, mais la pandémie n'a pas eu d'impact significatif sur l'activité religieuse ou spirituelle des individus ^w .	Une étude de l'utilisation des plateformes de visioconférence au travail a permis de constater une fatigue accrue chez les travailleurs ^x . Les chercheurs s'interrogent également sur les moyens de transmettre les valeurs institutionnelles, de nouer des relations et de résoudre les problèmes d'inégalité et d'exclusion entre les genres sur ces plateformes ^y .	D'après les données recueillies par l'UNESCO au titre du suivi mondial des mesures de fermeture des écoles, c'est dans les pays à faible revenu que les fermetures les plus longues ont été signalées entre mai 2020 et juin 2021. Les pertes d'apprentissage sont aussi liées à la durée de fermeture des écoles dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, ce qui laisse craindre un élargissement de la fracture éducative au niveau mondial ^z .

^a DiNenno et al., 2022.^b OMS, 2022b.^c Peng et al., 2021.^d ONU Femmes, 2021.^e OIT, 2021b.^f Ahlgen et al., 2022.^g UNICEF, 2022.^h Yasin et al., 2021.ⁱ Olabi et al., 2022.^j Thangaperumal et al., 2022.^k Mahler et al., 2022.^l UNESCO UNICEF et Banque mondiale, 2021.^m OMS, 2022c.ⁿ Rutz et al., 2020 ; Yuhas, 2021.^o Forum économique mondial, 2022b.^p OIT, 2022.^q FIDA, 2022.^r Abdrasheva et al., 2022.^s APHRC et al., 2021.^t Zhang et al., 2022.^u Ravindra et al., 2022.^v Edelman et al., 2021.^w Lacasse et Cornelissen, 2022.^x Université technologique de Nanyang, 2022.^y Karl et al., 2021.^z Institut de statistique de l'UNESCO, 2022.

Appendice B.

Nombre de pays ayant pris différents types de mesures pour réduire au minimum la transmission de la COVID-19 en Afrique, en Asie et en Europe, de janvier 2020 à janvier 2023





Source : Hale et al., 2023.

Note : Données au 1^{er} janvier 2023. L'expression «international travel controls » (mesures de restriction des voyages internationaux) est utilisée par l'Université d'Oxford et désigne notamment les mesures de dépistage à l'arrivée, la mise en quarantaine des arrivants, l'interdiction des arrivées ou la fermeture totale des frontières. Il importe également de noter que ces catégories concernent uniquement la COVID-19 et ne tiennent pas compte des autres restrictions de voyage qui pouvaient déjà être en place, telles que les restrictions relatives aux visas, les interdictions d'entrée ciblant des citoyens en particulier et les mesures de restriction concernant le départ ou la sortie.

References*

- Abdrasheva, D., M. Escribens, E. Sabzalieva, D. Vieira do Nascimento et C. Yerovi (2022). *Resuming or Reforming? Tracking the Global Impact of the COVID-19 Pandemic on Higher Education after Two Years of Disruption*. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Institut international pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC), Paris et Caracas.
- Aburto, J.M., J. Schöley, I. Kashnitsky, L. Zhang, C. Rahal, T.I. Missov, M.C. Mills, J.B. Dowd et R. Kashyap (2022). *Quantifying impacts of the COVID-19 pandemic through life-expectancy losses: a population-level study of 29 countries*. *International Journal of Epidemiology*, vol 51, n° 1, pp. 63-74.
- Adler, G., I. Goldfajn et A. Ivanova (2022). *Shifting global winds pose challenges to Latin America*. Article de blog. Fonds monétaire international (FMI), 27 juillet.
- Adrian, T. et G. Gopinath (2021). *Lutter contre les pressions inflationnistes dans le contexte d'une pandémie persistante*. Article de blog. FMI, 3 décembre.
- African Population and Health Research Center (APHRC), Amref Health Africa, Centre for Reproductive Rights (CRR), Ipas Africa Alliance, Network for Adolescent and Youth of Africa (NAYA), Reproductive Health Network Kenya (RHNK) et Planned Parenthood Global (PPG) (2021). *Impact of the COVID-19 pandemic on sexual and reproductive health services in Burkina Faso, Ethiopia, Kenya, Malawi and Uganda*. APHRC, Amref Health Africa, CRR, Ipas Africa Alliance, NAYA, RHNK et PPG, avril.
- Ag Ahmed, M.A., B.A. Ly, N.H. Diarra, F.B. Traore, D. Diarra, I.F. Kande, M. Dembele, S. Doumbia et H. Alami (2021). *Challenges to the implementation and adoption of physical distancing measures against COVID-19 by internally displaced people in Mali: a quantitative study*. *Conflict and Health*, vol 15, n° 88.
- Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) (2011). *L'accès aux soins de santé des migrants en situation irrégulière dans 10 États membres de l'Union européenne*. Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.
- Ahlgen, E., J.P. Azevedo, J. Bergmann, M. Brossard, G. Chang, B. Chakroun, M.H. Cloutier, S. Mizunoya, N. Reuge et H. Rogers (2022). *The global education crisis – Even more severe than previously estimated*. Article de blog. Banque mondiale, 4 janvier.
- Almasri, S. (2022). *Power, protection and policy: Domestic workers in Arab States during COVID-19*. In : *The Impacts of COVID-19 on Migration and Migrants from a Gender Perspective*. Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève.
- Amin, M. (2020). *Record-breaking rains wreak havoc across Sudan during pandemic*. *Middle East Eye*, 22 septembre.
- Arezki, R., R. Yuting et H. Nguyen (2020). *Coping with COVID-19 and oil price collapse in the Gulf Cooperation Council*. Article de blog. Banque mondiale Blogs, 21 avril.
- Assemblée législative de l'Afrique de l'Est (EALA) (2021). *Report on the oversight activity to assess the impact of COVID-19 pandemic on women in cross-border trade in the EAC*. 30 mars.
- Babii, A. et S. Nadeem (2021). *Tourism in a post-pandemic world*. *IMF News*, 26 février.
- Banque asiatique de développement (BAD) et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) (2022). *Two Years On: The Lingering Gendered Effects of the COVID-19 Pandemic in Asia and the Pacific*. *Tokyo and New York*. BAD et ONU Femmes, Manille et Bangkok.

* Tous les liens hypertextes fonctionnaient au moment de la rédaction du présent rapport.

- Banque mondiale (2020). *Phase II: COVID-19 Crisis Through a Migration Lens*. Migration and Development Brief 33, Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD) et Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C.
- Banque mondiale (2021a). *Resilience: COVID-19 Crisis Through a Migration Lens*. Migration and Development Brief 34, KNOMAD et Groupe de la Banque mondiale, Washington D.C.
- Banque mondiale (2021b). *Recovery: COVID-19 Crisis Through a Migration Lens*. Migration and Development Brief 35, KNOMAD et Groupe de la Banque mondiale, Washington D.C.
- Banque mondiale (2021c). *Thailand Economic Monitor: Restoring Incomes; Recovering Jobs*. Banque mondiale, Bangkok.
- Banque mondiale (2021d). *MENA crisis tracker – 9/20/2021*. Bulletin d'information, 9 septembre.
- Banque mondiale (2022). *L'invasion russe va faire reculer l'économie ukrainienne de 45 % cette année*. Communiqué de presse, 10 avril.
- Barrero, J.M., N. Bloom, S.J. Davis et B.H. Meyer (2021). COVID-19 is a persistent reallocation shock. *AEA Papers and Proceedings*, vol 111, pp. 287-291.
- Barriga, A., A.F. Martins, M.J. Simões et D. Faustino (2020). *The COVID-19 pandemic: Yet another catalyst for governmental mass surveillance?* *Social Sciences and Humanities Open*, vol 2, n° 1, 100096.
- Bavier, J. et M. Dzirutwe (2020). *African money transfer firms thrive as pandemic spurs online remittances*. *Reuters*, 26 octobre.
- Bhattacharyya, R. et S. Menon (2021). *They have not returned: How COVID-19 has impacted labour migration in the country*. *The Economic Times*, 25 septembre.
- Bloomberg (2021). *China sees 15% decline in registered newborn babies in 2020*. *Bloomberg*, 9 février.
- Bosley, C. et M. Jamrisko (2021). *Global baby drought of COVID-19 crisis risks population crunch*. *Bloomberg*, 14 mars.
- Bursztynsky, J. (2020). *Zoom shares pop after users grow from 200 million to 300 million in a matter of days*. *CNBC*, 23 avril.
- Byrne, J. (2021). *COVID has disrupted our big cities, and regional planning has to catch up fast*. *The Conversation*, 24 juin.
- Cati, M. (2022). *Tragic choices, government actions and the “domino effect” the case of the COVID-19 Syndemic and the Italian scenario*. *Journal of Pharmacy and Pharmacology Research*, vol 6, n° 1, pp. 15-24.
- Cha, A.E. (2022). *10.5 million children lost a parent or caregiver because of COVID, study says*. *The Washington Post*, 6 septembre.
- Chetail, V. (2020). *COVID-19 and human rights of migrants: More protection for the benefit of all*. Note d'orientation. OIM, août.
- Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) (2020). *Impact of COVID-19 on migrants and refugees in the Arab region*. CESAO, s.l.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) (2021). *Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean 2020*. CEPALC, Santiago du Chili.

- Commission européenne (2022). [Digitalising migrant integration services during the COVID-19 pandemic: Adaptation, funding and accessibility](#). European Website on Integration.
- Condon, J., K. Kwiatkowski, V. Singer et S. Smit (2022). [The coronavirus effect on global economic sentiment](#). McKinsey and Company, 30 septembre.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population (DESA) (2021). [International Migration 2020 Highlights](#). DESA, New York.
- DESA (2022). [World Population Prospects 2022](#). Ensemble de données (page consultée le 8 juin 2023).
- Dinarte, L., D. Jaume, E. Medina-Cortina et H. Winkler (2021). [Neither by land nor by sea: The rise of electronic remittances during COVID-19](#). Document de webinaire DevPolicyBlog, 13 avril.
- DiNunno, E.A., K.P. Delaney, M.A. Pitasi, R. MacGowan, G. Miles, A. Dailey, C. Courtenay-Quirk, K. Byrd, D. Thomas, J.T. Brooks, D. Daskalakis et N. Collins (2022). [HIV testing before and during the COVID-19 pandemic – United States, 2019–2020](#). *Morbidity and Mortality Weekly Reports*, 24 juin, vol 71, n° 25, pp. 820-824.
- Dingel, J.I. et B. Neiman (2020). [How many jobs can be done at home?](#) *Journal of Public Economics*, vol 189, 104235
- Dreze, J. (2020). [Averting hunger during monsoon calls for bold food security measures](#). *The Indian Express*, 9 juin.
- Edelman, J., A. Vincent, P. Kolata et E. O’Keeffe (2021). [British ritual innovation under COVID-19](#). Rapport final du projet «Social Distance, Digital Congregation: Ritual Innovation Under COVID-19 (BRIC-19)», 29 septembre.
- Ehn, K., A. Jorge et M. Marques-Pita (2022). [Digital nomads and the COVID-19 pandemic: Narratives about relocation in a time of lockdowns and reduced mobility](#). *Social Media + Society*, vol 8, n° 1.
- El Qorchi, M., S.M. Maimbo et J.F. Wilson (2003). [Informal Funds Transfer Systems: An Analysis of the Informal Hawala System](#). Document hors série n° 222. Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale, Washington D.C.
- Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) (2021). [Mesurer la pandémie de l'ombre : la violence à l'égard des femmes pendant la pandémie de COVID-19](#). ONU Femmes, s.l.
- Fernandes, D., A. Aneja et A. Sultanov (2022). [Understanding informal remittances](#). Central Banking, 16 juin.
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) (2022). [COVID:19 scale of education loss “nearly insurmountable”, warns UNICEF](#). Fiche d'information à l'intention des médias, 23 janvier.
- Francois, N.J., N. Ahmad, A. Keinsley et A. Nti-Addae (2022). [Heterogeneity in the long-run remittance-output relationship: Theory and new evidence](#). *Economic Modelling*, vol 110, 105793.
- González-Leonardo, M., A. López-Gay, N. Newsham, J. Recaño et F. Rowe (2022). [Understanding patterns of internal migration during the COVID-19 pandemic in Spain](#). *Population, Space and Place*, vol 28, n° 6, 2578.
- Google (2022). [Google, Rapports sur la mobilité de la communauté – COVID-19](#). Ensemble de données (page consultée le 15 octobre 2022).
- Hale, T., S. Webster, A. Petherick, T. Phillips et B. Kira (2022). [Ensemble de données «COVID-19 Government Response Tracker» de l'Université d'Oxford](#), Blavatnik School of Government, Oxford.
- Heater, B. (2022). [Agtech robotics firm FarmWise just raised another \\$45 million](#). *TechCrunch+*, 3 juin.
- Horobin, W. (2021). [French births drop to lowest since World War II as pandemic hit](#). *Bloomberg*, 26 février.

- Horst, C., S. Lubkemann, S. et R.N. Pailey (2015). The invisibility of a third humanitarian domain. In : *The New Humanitarians in International Practice: Emerging Actors and Contested Principles* (Z. Sezgin et D. Dijkzeul, dir. publ.). Taylor and Francis, Royaume-Uni.
- Inde, Gouvernement de l' (2020). [Question No. 479 Stranded Indians Abroad](#). *Ministère des affaires extérieures*, 16 septembre.
- Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (2018). [New walled order: How restrictive immigration policies create undue suffering](#). Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, juillet.
- Fonds international de développement agricole (FIDA) (2022). [Stimulés par les outils numériques, les flux mondiaux d'envois de fonds par les migrants devraient atteindre 5 400 milliards d'USD d'ici 2030](#). FIDA, 16 juin.
- Forum économique mondial (2022a). [Perspectives de l'économie mondiale : un horizon sombre et plus incertain](#). FMI, juillet.
- Forum économique mondial (2022b). [Global Gender Gap Report 2022](#). Forum économique mondial, Genève.
- Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2022). [Perturbation due à la fermeture de l'école](#). Page Web.
- Institut international du développement durable (IIDD) (2022). [World Population Data Sheet 2022 highlights excess deaths due to COVID-19](#). SDG Knowledge Hub, 14 septembre.
- Jourdain, J., L. Griesmer, R. Bertini et L. Rossi (2022). [Navigating through a Pandemic amid Political and Economic Instability: An Assessment of the Socioeconomic Impact of COVID-19 on Migrants in Eastern Sudan](#). Bureau régional de l'OIM pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Le Caire.
- Karl, K.A., J.V. Peluchette et N. Aghakhani (2021). [Virtual work meetings during the COVID-19 pandemic: The good, bad, and ugly](#). *Small Group Research*, vol 53, n° 3, pp. 343-365.
- Kolet, M., G. Bhoje, S. Kuwari et S. Bolinjar (2021). [Contribution of women's groups from Bhiwandi \(Dist. Thane\) in operating community kitchens and providing free meals to stranded migrant workforce during COVID-19 lockdown](#). *J-BNB: A Multidisciplinary Journal*, vol 10, pp. 54-58.
- Kpodar, K.R., M. Mlachila, S.N. Quayyum et V. Gammadigbe (2021). [Defying the odds: Remittances during the COVID-19 pandemic](#). Document de travail du FMI n° 2021/186, juillet.
- Kumar, A. et C.S. Akhil (2021). [How migrants in the Gulf are fighting discrimination during the pandemic](#). *Open Democracy*, 8 avril.
- Lacasse, S.P. et L. Cornelissen (2022). [Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la religiosité des Canadiens](#). Statistique Canada, 18 juillet.
- Lu, C. (2022). [Even an earthquake can't shake China's zero-COVID policy](#). *Foreign Policy*, 7 septembre.
- Madar, A., P. Benavente, E. Czapka, R. Herrero-Arias, J. Haj-Younes, W. Hasha, G. Deeb, K.A. Møen, G. Ortiz-Barreda et E. Diaz (2022). [COVID-19: Information access, trust and adherence to health advice among migrants in Norway](#). *Archives of Public Health*, vol 80, n° 15.
- Mahler, D.G., N. Yonzan, R. Hill, C. Lakner, H. Wu et N. Yoshida (2022). [Pandémie, inflation et pauvreté](#). Article de blog. Banque mondiale Blogs, 13 avril.

- Maurizio, R. (2022). *Weak growth and the global crisis are holding back the recovery of employment in Latin America and the Caribbean*. Note technique. OIT, septembre.
- McAuliffe, M. (2020). *Immobility as the Ultimate "Migration Disrupter": COVID-19 and the Securitization of Migration*. Migration Research Series n° 64. OIM, Genève.
- McAuliffe, M. (dir. publ.) (2021). *Research Handbook on International Migration and Digital Technology*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham.
- McAuliffe, M., A. Kitimbo et B. Khadria (2019) *Réflexion sur les contributions des migrants à une époque de difficultés croissantes et de désinformation rampante*. In : Rapport *État de la migration dans le monde 2020* (M. McAuliffe et B. Khadria, dir. publ.). OIM, Genève, pp. 128-165.
- McAuliffe, M., L.F. Freier, R. Skeldon et J. Blower (2021a). *Un puissant facteur de perturbation : Les répercussions de la COVID-19 sur la migration, la mobilité et les migrants dans le monde*. In : Rapport *État de la migration dans le monde 2022* (M. McAuliffe et A. Triandafyllidou, dir. publ.). OIM, Genève.
- McAuliffe, M., J. Blower et A. Beduschi (2021b) *Digitalization and artificial intelligence in migration and mobility: Transnational implications of the COVID-19 pandemic*. *Societies* 2021, vol 11.
- Messkoub, M. (2022). *COVID-19, public health and social policy in MENA*. *Area Development and Policy*, vol 7, n° 3, pp. 356-364.
- Mishra, A.R. (2022). *COVID may have forced return of 51.6% urban men to villages: PLF survey*. *Business Standard*, 16 juin.
- Morgan, P. et L.Q. Trinh (2021). *Impacts of COVID-19 on households in Asian countries and their implications for human capital development*. Document de travail n° 1226. Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo, mars.
- Newland, K. et E. Patrick (2004). *Beyond remittances: The role of diaspora in poverty reduction in their countries of origin*. Migration Policy Institute (MPI), juillet.
- Olabi, V., T. Wilberforce, K. Elsaid, E.T. Sayed et M.A. Abdelkareem (2022). *Impact of COVID-19 on the renewable energy sector and mitigation strategies*. *Chemical Engineering and Technology*, vol 45, n° 4, pp. 558-571.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2022). *OECD Economic Outlook, Interim Report September 2022. Paying the Price of War*. OCDE, s.l.
- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (2022). *Effects of Novel Coronavirus (COVID-19) on Civil Aviation: Economic Impact Analysis*. OACI, Montréal, Canada.
- Organisation internationale du Travail (OIT) (2021a). *Emploi et questions sociales dans le monde : Le rôle des plateformes numériques dans la transformation du monde du travail*. OIT, Genève.
- OIT (2021b). *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 (sic) et le monde du travail*. Huitième édition. Note de synthèse. OIT, 27 octobre.
- OIT (2022). *Selon de nouvelles estimations mondiales, plus de 2 millions de mères quitteront le site la main-d'œuvre (sic) en 2020*. ILOSTAT, 8 mars.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2020). *COVID-19 impact on stranded migrants*. Note d'information, 2 juin.
- OIM (2021). *COVID-19 analytical snapshot #71: Regularization*. 22 février.

Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2021). *Refugees and Migrants in Times of COVID-19: Mapping Trends of Public Health and Migration Policies and Practices*. OMS, Genève.

OMS (2022a). *Ensuring the Integration of Refugees and Migrants in Immunization Policies, Planning and Service Delivery Globally*. OMS, Genève.

OMS (2022b). *New US\$ 1 price for HIV self-tests*. Actualité des départements, 27 juillet.

OMS (2022c). *Les cas d'anxiété et de dépression sont en hausse de 25 % dans le monde en raison de la pandémie de COVID-19*. Communiqué de presse, 2 mars.

Organisation mondiale du tourisme (OMT) (s.d.). *Baromètre OMT du tourisme mondial*. OMT (page consultée le 22 septembre 2022).

Peng, Y., P. Wu, A.T. Schartup et Y. Zhand (2021). *Plastic waste release caused by COVID-19 and its fate in the global ocean*. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol 118, n° 47, 2111530118.

Ponta, A. (2020). *Human rights law in the time of the coronavirus*. *American Society of International Law Insights*, vol 24, n° 5, 20 avril.

Power, K. (2020). *The COVID-19 pandemic has increased the care burden of women and families*. *Sustainability: Science, Practice and Policy*, vol 16, n° 1, pp. 67-73.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2020). *COVID-19 socio-economic impact assessment for Sudan*. PNUD, avril.

PNUD (2022). *Rapport sur le développement humain 2021/2022. Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation*. PNUD, New York.

Quayyum, S., K. Kpodar, M. Mlachila et V. Gammadigbe (2021). *Defying the odds: Remittances held up during the COVID-19 pandemic*. *VoxEU*, 27 septembre.

Rajan, S.I., P. Sivakumar et A. Srinivasan (2020). *The COVID-19 pandemic and internal labour migration in India: A crisis of mobility*". *The Indian Journal of Labour Economics*, vol 63, n° 4, pp. 1021-1039.

Ravindra, K., T. Singh, S. Vardhan, A. Shrivastava, S. Singh, P. Kumar et S. Mor (2022). *COVID-19 pandemic: What can we learn for better air quality and human health?* *Journal of Infection and Public Health*, vol 15, n° 2, pp. 187-198.

Réseau des Nations Unies sur les migrations (2020). *Enhancing access to services for migrants in the context of COVID-19 preparedness, prevention, and response and beyond*. Réseau des Nations Unies sur les migrations, Groupe de travail sur l'accès aux services.

Réseau européen des migrations (REM) et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2020). *Inform #4 – The impact of COVID-19 on remittances in EU and OECD countries*. Document d'information REM-OCDE, décembre.

Rowe, F., A. Calafiore, D. Arribas-Bel, K. Samardzhiev et M. Fleischmann (2022). *Urban exodus? Understanding human mobility in Britain during the COVID-19 pandemic using Facebook data*. Open Science Framework preprints, 3 juin.

Rutz, C., M.C. Loretto, A.E. Bates, S.C. Davidson, C.M. Duarte, W. Jetz, M. Johnson, A. Kato, R. Kays, T. Mueller, R.B. Primack, Y. Ropert-Coudert, M.A. Tucker, M. Wikelski et F. Cagnacci (2020). *COVID-19 lockdown allows researchers to quantify the effects of human activity on wildlife*. *Nature Ecology and Evolution*, vol 4, pp. 1156-1159.

Solorza, M. (2021). Responsible fiscal policy and economic development: A challenge for Latin America after COVID-19. *International Journal of Political Economy*, vol 50, n° 3, pp. 198-211.

Srivastava, R. (2021). Labour migration, vulnerability, and development policy: Pandemic as inflexion point? *Indian Society of Labour Economics*, vol 63, pp. 859-883.

Syailendrawati, R., A. Chan, K. Leach-Kemon et A.H. Mokdad (2022). What happens when zero-COVID countries lift restrictions. *Think Global Health*, 23 février.

Thangaperumal, P., R. Mangaleswaran et M.R. Prasad (2022). An outline of child marriage during COVID-19 in Karnataka, India. *International Journal of Health Sciences*, vol 6, édition spéciale n° 2, pp. 9711-9720.

The Economist (s.d.). The pandemic's true death toll. *The Economist* (page consultée le 21 septembre 2022).

The Elders (2020). Stories from the frontlines: Refugee-led organisations in the shadow of COVID-19. *The Elders*, 18 décembre.

The Lancet (2020). Humanitarian crises in a global pandemic. *The Lancet*, vol 396, n° 10249, p. 447.

UNESCO, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Banque mondiale (2021). *The State of the Global Education Crisis: A Path to Recovery*. Banque mondiale, UNESCO et UNICEF, Washington D.C., Paris et New York.

Université technologique de Nanyang (2022). Increased use of videoconferencing apps during COVID-19 pandemic led to more fatigue among workers, study finds. *ScienceDaily*, 15 juillet.

Walton, C. (2020). The domino effect: 5 ways coronavirus will forever change retail. *Forbes*, 1^{er} avril.

Watson, O.J., G. Barnsley, J. Toor, A.B. Hogan, P. Winskill et A.C. Ghani (2022). Global impact of the first year of COVID-19 vaccination: A mathematical modelling study. *The Lancet: Infectious Diseases*, vol 22, n° 9, pp. 1293-1302.

Whitaker, S.D. (2021). Did the COVID-19 pandemic cause an urban exodus? Banque fédérale de réserve de Cleveland, 5 février.

Williams, C. (2021). A bright future for the world of work. *The Economist*, 8 avril.

Withers, M., S. Henderson et R. Shivakoti (2022). International migration, remittances and COVID-19: Economic implications and policy options for South Asia. *Journal of Asian Public Policy*, vol 15, n° 2, pp. 284-299.

Wongsamuth, N. (2020). Migrants jobless and trapped under Thai coronavirus lockdown. *Reuters*, 26 avril.

Yang, S., Q. Jiang et J.J. Sánchez-Barricarte (2022). China's fertility change: An analysis with multiple measures. *Population Health Metrics*, vol 20, n° 1, p. 12.

Yasin, Y.J., M. Grivna et F.M. Abu-Zidan (2021). Global impact of COVID-19 pandemic on road traffic collisions. *World Journal of Emergency Surgery*, vol 16, n° 51.

Yuhas, D. (2021). A year of the pandemic: How have birds and other wildlife responded? *Audubon Magazine*, 9 mars.

Zhang, J., Y. Lim, Z.J. Andersen, G. Napolitano, S.M. Taghavi-Shahri, R. So, M. Plucker, M. Danesh-Yazdi, T. Cole-Hunter, J.T. Jørgensen, S. Liu, M. Bergmann, A.J. Mehta, L.H. Mortensen, W. Requía, T. Lange, S. Loft, N. Kuenzli, J. Schwartz et H. Amini (2022). Stringency of COVID-19 containment response policies and air quality changes: A global analysis across 1851 cities. *Environmental Science and Technology*, vol 56, n° 17, pp. 12 086-12 096.